

DGII/EDU/DCE(2026)09
Traduit de l'anglais
Strasbourg, 18 juin 2026

Évaluation de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025

Rapport final

TABLE DES MATIÈRES

1. RESUME.....	6
1.1 PORTEE, OBJECTIFS ET APPROCHE DE L'ETUDE	6
1.2 PRINCIPALES CONCLUSIONS	6
1.1.1 LARGE PORTEE DES EVENEMENTS DU CONSEIL DE L'EUROPE	6
1.1.2 DES ACTIVITES VARIEES DANS LES ÉTATS MEMBRES CONTRIBUANT AUX OBJECTIFS DE L'ANNEE EUROPEENNE	6
1.3 RECOMMANDATIONS	7
2. INTRODUCTION.....	8
2.1 OBJECTIFS ET PORTEE DE L'ETUDE	8
2.2 APPROCHE METHODOLOGIQUE	9
3. APERÇU DE L'ANNEE EUROPEENNE DE L'EDUCATION A LA CITOYENNETE NUMERIQUE 2025.....	15
3.1 ACTIVITES MENEES PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE.....	15
3.2 ACTIVITES MENEES DANS LES ÉTATS MEMBRES.....	16
4. RESULTATS DES ACTIVITES DU CONSEIL DE L'EUROPE	22
4.1 « DONNER AUX APPRENANTS LES MOYENS D'AGIR POUR UN AVENIR DEMOCRATIQUE » – CONFERENCE DE LANCEMENT	22
4.2 FORUM - MAI 2025	25
4.3 « THE WAY FORWARD » - CONFERENCE DE CLOTURE DE L'ANNEE EUROPEENNE	27
4.4 RESEAUX SOCIAUX	30
5. RESULTATS DES ACTIVITES MENEES DANS LES ÉTATS MEMBRES.....	32
5.1 SENSIBILISATION ET DIFFUSION.....	32
5.2 FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES ENSEIGNANTS	35
5.3 ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET	38
5.4 ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES D'ETUDES	39
5.5 RECHERCHE	42
5.6 SUIVI ET EVALUATION (S&E) OU EVALUATION D'EFFET	43
6. FACTEURS DE REUSSITE ET OBSTACLES.....	44

6.1	FACTEURS DE REUSSITE.....	44
6.2	OBSTACLES.....	45
7.	<u>ACTIVITES DE SUIVI</u>	<u>45</u>
8.	<u>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</u>	<u>46</u>
9.	<u>REFERENCES.....</u>	<u>49</u>
10.	<u>ANNEXES.....</u>	<u>51</u>
10.1	ANNEXE 1 : APERÇU DES ACTIVITES.....	51
10.2	ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTRETIEN	51
10.3	ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE D'ENQUETE.....	51

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sélection des activités	10
Tableau 2 : Réponses à l'enquête	14
Tableau 3 : Nombre de publications par mois sur X	30
Tableau 4 : Nombre de publications par mois sur LinkedIn	30
Tableau 5 : Résultats des activités sélectionnées – sensibilisation et diffusion	32
Tableau 6 : Résultats des activités sélectionnées – formation initiale et continue des enseignants	35
Tableau 7 : Résultats d'activités sélectionnées – élaboration et mise en œuvre de projets	38
Tableau 8 : Résultats des activités sélectionnées – élaboration de politiques et de programmes d'études ..	40
Tableau 9 : Résultats de l'activité sélectionnée – recherche	42
Tableau 10 : Résultats de l'activité sélectionnée – suivi et évaluation	43

Liste des figures

Figure1 : Types d'activités organisées par le Conseil de l'Europe, classées par objectif	15
Figure2 : Types d'activités organisées par le Conseil de l'Europe, classées par groupe cible	16
Figure3 : Types d'activités organisées par le Conseil de l'Europe, classées par objectif	16
Figure4 : Nombre d'activités déclarées par État et par type d'activité	17
Figure5 : Nombre d'activités déclarées par macro-catégorie	18
Figure6 : Nombre d'activités visant à sensibiliser par public cible	18
Figure7 : Nombre d'activités visant à sensibiliser par type d'activité	18
Figure8 : Nombre d'activités ayant pour objectif la formation des enseignants par groupe cible	Error! Bookmark not defined.
Figure9 : Nombre d'activités visant à former les enseignants par type d'activité	19
Figure10 : Nombre d'activités visant à développer un projet, par type d'activité	20
Figure11 : Nombre d'activités visant à développer un projet par groupe cible	20
Figure12 : Nombre d'activités visant à élaborer des programmes scolaires ou à proposer de nouvelles politiques par groupe cible	21
Figure13 : Nombre d'activités visant à élaborer des programmes scolaires ou à proposer de nouvelles politiques, par type d'activité	21
Figure14 : Nombre d'activités ayant pour objectif la recherche par groupe cible	22
Figure15 : Nombre d'activités à vocation de recherche par zone géographique	22
Figure16 : Pourcentage de participants par groupe d'intérêt	23
Figure17 : Pourcentage de participants ayant déjà pris part à des activités de l'ECN avant la conférence d'ouverture	23
Figure18 : Connaissances des participants sur les principes de l'ECN avant la conférence d'ouverture	23
Figure19 : Pays d'origine des participants	24

Figure20 : Niveau de satisfaction des participants	24
Figure21 : Utilité de la conférence telle qu'évaluée par les participants	24
Figure22 : Évolution de la compréhension des principes de l'ECN par les participants après la conférence	25
Figure23 : Implication des participants dans les activités de l'ECN avant le Forum	26
Figure24 : Compréhension des principes de l'ECN par les participants avant le Forum	26
Figure25 : Évaluation de l'utilité du forum par les participants	26
Figure26 : Niveau de satisfaction des participants	26
Figure27 : Évolution de la compréhension des principes de l'ECN par les participants après le forum	27
Figure28 : Pourcentage de participants par groupe d'intérêt	28
Figure29 : Implication des participants dans les activités de l'ECN avant la conférence	28
Figure30 : Compréhension des principes de l'ECN par les participants avant la conférence.....	28
Figure31 : Niveau de satisfaction des participants	29
Figure32 : Utilité de la conférence évaluée par les participants.....	29
Figure33 : Évolution de la compréhension des principes de l'ECN par les participants après la conférence	29
Figure34 : Nombre d'impressions obtenues sur LinkedIn (profil Éducation et Enseignement supérieur) chaque jour du 02/04/2025 au 26/11/2025.....	31
Figure35 : Nombre de publications mentionnant l'ECN par plateforme	31
Figure36 : Nombre de publications incluant la DCE par grands comptes.....	32

Liste des encadrés

Encadré 1 : Guide d'entretien	51
Encadré 2 : Questionnaire d'enquête	51

1. Résumé

1.1 Portée, objectifs et approche de l'étude

L'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique (l'ECN) 2025 était une initiative d'une durée d'un an organisée par le Conseil de l'Europe dans le but de **sensibiliser à la valeur de l'ECN, d'améliorer la compréhension par les parties prenantes du cadre de l'ECN du Conseil de l'Europe, d'établir l'ECN comme une priorité politique à long terme, de promouvoir la collaboration intersectorielle en matière de l'ECN et de faciliter l'accès aux ressources et aux pratiques innovantes dans ce domaine.**

L'étude évalue l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique en analysant la mise en œuvre et l'effet des activités menées par le Conseil de l'Europe et les États membres. L'évaluation s'est notamment concentrée sur les actions rapportées par le Conseil de l'Europe, ainsi que sur les activités menées au niveau national par les États membres, les promoteurs de l'ECN et d'autres parties prenantes dans le cadre de l'Année européenne.

L'évaluation a été réalisée à partir de l'analyse des informations communiquées par les promoteurs de l'ECN et les organisateurs d'activités, ainsi que de consultations menées sur un échantillon de 15 activités, comprenant des entretiens avec les organisateurs et des questionnaires d'enquête auprès des participants.

1.2 Principales conclusions

Dans l'ensemble, l'Année européenne 2025 lancée par le Conseil de l'Europe a eu un effet considérable, réussissant à sensibiliser le public à l'ECN et incitant les États membres et les parties prenantes à lancer un large éventail d'actions visant à promouvoir et à mettre en œuvre le concept de l'ECN.

L'intérêt, la participation et l'engagement ont considérablement augmenté tout au long de l'année, comme en témoignent le nombre croissant d'activités organisées, la meilleure compréhension et l'engagement accru manifestés par les participants interrogés, ainsi que le grand nombre d'activités de suivi lancées par les participants après des événements majeurs (tels que le Forum).

1.1.1 Large portée des événements du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a été le moteur de l'Année européenne 2025 et s'est activement impliqué dans les activités contribuant à la réalisation de ses objectifs. Outre le soutien apporté aux partenaires des États membres pour l'organisation de leurs initiatives, le Conseil de l'Europe a également mené diverses activités, qui se sont avérées être un facteur clé facilitant le développement d'autres actions au niveau national.

Parmi les événements les plus marquants organisés par le Conseil de l'Europe figuraient la conférence de lancement, le premier Forum européen sur l'ECN et la conférence de clôture. Si tous ont été jugés réussis par les participants, c'est le Forum qui a enregistré les taux de satisfaction les plus élevés.

Le Conseil de l'Europe s'est également associé à d'autres organisations internationales pour mettre en œuvre des initiatives supplémentaires, notamment une campagne de sensibilisation en ligne sur l'ECN, deux formations, un webinaire, un protocole d'accord (MoU) et le DCE Planner.

Le Conseil de l'Europe a assuré la promotion de l'Année européenne 2025 en ligne grâce à un site web dédié (Conseil de l'Europe, 2025b) créé pour promouvoir la campagne, partager des actualités, des vidéos et les activités organisées dans les États membres, ainsi que des conseils sur la manière de mettre en œuvre de telles initiatives. Le Conseil de l'Europe a également utilisé ses comptes officiels LinkedIn et X pour promouvoir l'Année européenne 2025 ; toutefois, l'engagement sur ces plateformes est resté relativement limité, avec de faibles niveaux de visibilité et d'interaction.

1.1.2 Des activités variées dans les États membres contribuant aux objectifs de l'Année européenne

Vingt-huit pays ont rendu compte au Conseil de l'Europe d'activités contribuant à l'Année européenne 2025, pour un total de plus de **340 initiatives** réparties en six catégories : sensibilisation et diffusion (190 activités),

formation initiale et continue des enseignants (84), élaboration et mise en œuvre de projets (33), élaboration de politiques et de programmes scolaires (16), recherche (14) et suivi et évaluation (S&E) ou évaluation d'effet (3). La répartition des activités était inégale, avec une forte concentration dans la première catégorie, celle de la sensibilisation et de la diffusion. Une tendance similaire a été observée entre les pays, avec des déséquilibres dans le nombre d'activités signalées par les États membres.

La sélection des activités retenues pour une analyse plus approfondie comprenait quatre activités de sensibilisation et de diffusion, quatre activités de formation initiale et continue des enseignants, deux d'élaboration et de mise en œuvre de projets, trois d'élaboration de politiques et de programmes d'études, une activité de recherche et une initiative de suivi et d'évaluation. Malgré les différences de nature, toutes les activités répondaient à des objectifs multiples alignés sur ceux de l'Année européenne 2025. Tous les organisateurs ont identifié la sensibilisation comme un objectif clé ; 10 ont déclaré viser à favoriser la collaboration, neuf à améliorer la compréhension de l'ECN et huit à améliorer l'accès aux ressources sur l'ECN. Seuls cinq visaient explicitement à soutenir l'intégration à long terme des principes de l'ECN dans les politiques. Tous les organisateurs ont jugé les activités fructueuses, tout en soulignant le caractère à long terme de l'objectif et la nécessité d'un effort soutenu qui en découle. Ces points de vue ont été confirmés par les participants, les résultats de l'enquête faisant état de réponses majoritairement positives.

De nombreux facteurs ont contribué au succès des activités. En particulier, le soutien du Conseil de l'Europe a été mis en avant comme un élément clé, car il a directement facilité l'organisation des activités (par exemple grâce à la participation de représentants du Conseil de l'Europe, au financement et au matériel d'information) et par le biais d'événements organisés par le Conseil de l'Europe lui-même, qui ont également servi de source de motivation pour certains organisateurs. Un autre élément crucial a été la capacité à soutenir directement les participants. Cependant, certains obstacles ont également été rencontrés. Dans de nombreux cas, les enseignants étaient réticents à modifier leurs méthodes pour intégrer les principes de l'éducation et la formation tout au long de la vie. De même, certains organisateurs ont dû se plier à des procédures bureaucratiques longues et complexes, ce qui a ralenti le processus. En outre, il a été noté que le rythme rapide des changements dans l'environnement numérique nécessite des mises à jour continues et rapides des supports et des stratégies.

En termes de continuité, un niveau élevé d'engagement soutenu a été observé : tous les organisateurs, sauf un, ont renouvelé leur participation et développé des activités de suivi, prolongeant ainsi leur engagement au-delà de la portée et de la durée de l'Année européenne.

1.3 Recommandations

Sur la base des conclusions de l'évaluation de l'Année européenne 2025, le Conseil de l'Europe :

- Devrait continuer à garantir une participation inclusive et à collecter et utiliser systématiquement les retours d'expérience afin d'affiner davantage les activités futures.
- Pourrait poursuivre et étendre davantage le soutien complémentaire qu'il offre aux États membres.
- Pourrait renforcer la communication avec les États membres afin de mieux comprendre leurs besoins, qu'il s'agisse de reconnaissance, de financement ou d'orientation thématique.
- Pourrait envisager de renforcer sa stratégie de communication afin d'accroître la visibilité, d'élargir la portée de ses actions et de veiller à ce qu'un public plus large soit informé de l'ECN et des activités connexes.
- Pourrait mettre davantage l'accent sur les différents objectifs de l'Année européenne 2025 et encourager les États membres à les traiter de manière plus équilibrée.
- Pourrait s'efforcer de mieux harmoniser le cadre de rapport des activités de l'ECN.
- Il convient de poursuivre la mise à jour du cadre de l'éducation à la citoyenneté numérique (ECN) et d'impliquer davantage les États membres dans sa mise en œuvre, en veillant à son adaptation continue et à son application concrète dans tous les contextes.
- Il convient de maintenir les relations établies avec les organisateurs et d'envisager de les étendre davantage afin de renforcer la coopération et de soutenir le développement continu des initiatives de

l'ECN, le cas échéant, par le biais de mécanismes de financement et de l'intégration des principes de l'ECN dans les programmes de subventions pertinents.

Les États membres :

- Devraient s'efforcer de diversifier leurs activités afin de couvrir de manière équilibrée tous les objectifs de l'Année européenne 2025.
- Devraient mieux faire connaître l'importance de l'ECN, en veillant à ce que tous les groupes cibles soient conscients de son rôle et des raisons pour lesquelles elle devrait être intégrée dans leurs systèmes.
- Pourraient se concentrer sur le développement de systèmes qui apportent un soutien direct aux participants aux activités et facilitent la mise en œuvre pratique des principes de l'ECN.

2. Introduction

2.1 Objectifs et portée de l'étude

Lors de la 26e session de la Conférence permanente des ministres de l'Éducation du Conseil de l'Europe, les ministres de l'Éducation ont déclaré 2025 « Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique » (ci-après « Année européenne 2025 »). Les objectifs de l'Année européenne 2025 sont les suivants (Conseil de l'Europe, 2025c) :

- **Sensibiliser aux avantages de l'éducation à la citoyenneté numérique pour les citoyens (ci-après « Sensibilisation »)** : sensibiliser davantage le public et les parties prenantes au rôle essentiel que joue l'éducation à la citoyenneté numérique pour permettre aux apprenants de s'épanouir de manière éthique, responsable et efficace dans un monde connecté numériquement ;
- **Améliorer la compréhension par les parties prenantes du cadre de l'éducation à la citoyenneté numérique du Conseil de l'Europe (ci-après « Compréhension »)** : aider les acteurs de l'éducation à mieux comprendre le cadre de l'éducation à la citoyenneté numérique du Conseil de l'Europe, en soulignant ses contributions à une transformation numérique significative et inclusive ;
- **Faire de l'éducation à la citoyenneté numérique une priorité politique à long terme (ci-après « Politique à long terme »)** : Favoriser un engagement commun visant à placer l'éducation à la citoyenneté numérique au cœur des politiques et des pratiques éducatives dans tous les États membres, en s'appuyant sur une feuille de route stratégique pour la mise en œuvre de 2027 à 2031 ;
- **Promouvoir la collaboration intersectorielle en matière d'éducation à la citoyenneté numérique (ci-après « Collaboration »)** : Encourager des partenariats et des initiatives significatifs entre les acteurs des secteurs public, privé et de la société civile aux niveaux local, national et international afin de stimuler l'innovation et l'efficacité de l'éducation à la citoyenneté numérique ;
- **Faciliter l'accès aux ressources et aux pratiques innovantes en matière d'éducation à la citoyenneté numérique (ci-après « l'accès »)** : Soutenir le développement et la diffusion de ressources pédagogiques de haute qualité, de méthodes d'enseignement créatives, d'outils et de pratiques permettant une éducation à la citoyenneté numérique efficace et inclusive dans des contextes divers.

Les activités contribuant à l'Année européenne 2025 ont été mises en œuvre par le Conseil de l'Europe, les États membres et les parties concernées (par exemple, les citoyens, les écoles, les ONG, le secteur privé).

L'objectif de l'étude est d'évaluer les résultats de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025, en analysant la mise en œuvre et l'effet des activités menées par le Conseil de l'Europe et les États membres. L'étude se concentre sur les activités rapportées par le Conseil de l'Europe, les promoteurs de l'ECN et les États membres dans le cadre de l'Année européenne.

2.2 Approche méthodologique

Suivi mené au cours de l'année

Sur la base de la liste des activités indiquées par les promoteurs de l'ECN, l'équipe de recherche a proposé au Conseil de l'Europe un cadre de suivi comprenant, pour chaque action, des indicateurs et des méthodes permettant d'évaluer les résultats et les retombées des activités.

L'équipe a également élaboré un questionnaire succinct destiné à être utilisé par le Conseil de l'Europe comme formulaire d'évaluation auprès des participants à ses propres conférences et activités, pouvant être adapté à chaque événement.

Le site web de l'Année européenne 2025 comporte une page contenant des informations sur les activités déclarées par les organisateurs, notamment une description, les bénéficiaires, les pays concernés et un lien vers la page web de l'activité (Conseil de l'Europe, 2025b).

À l'issue de l'Année européenne 2025, le Conseil de l'Europe a demandé aux promoteurs de l'ECN et aux participants aux manifestations internationales organisées par le Conseil de l'Europe de rendre compte des activités mises en œuvre à l'aide d'un modèle comprenant le type de manifestation, l'organisateur, une description, les dates/la durée, le lieu, la portée géographique, le public cible, le nombre de participants, ainsi que des liens et des photos.

Analyse documentaire

À l'issue de l'Année européenne 2025, l'équipe chargée de l'étude a examiné les informations recueillies concernant les différentes activités, notamment :

- Les résultats des enquêtes post-événement menées par le Conseil de l'Europe après ses trois événements internationaux (la conférence de lancement, le Forum et la conférence de clôture) ;
- Les statistiques sur les publications du Conseil de l'Europe sur les réseaux sociaux,
- Les informations partagées par le Conseil de l'Europe sur ses autres activités (concours d'affiches, webinaire) ;
- La liste des activités signalées par les promoteurs de l'ECN ;
- La liste des activités mentionnées sur le site web de l'Année européenne 2025 ;
- Les rapports fournis au Conseil de l'Europe par les promoteurs de l'ECN et les professionnels des États membres.

L'équipe a compilé les informations issues de ces différentes sources dans un tableau commun (voir annexe 1), comprenant le pays, le promoteur/organisateur, le type d'activité, la portée, le groupe cible, une brève description, le calendrier, les résultats et un lien. Une analyse des activités signalées, par organisateur, type d'activité, portée et public cible, est présentée au chapitre 3.

Sur la base de la liste exhaustive des activités, un échantillon de 15 activités provenant de différents pays a été sélectionné, représentant différents types d'activités, afin d'être analysé de manière plus approfondie à l'aide de recherches documentaires supplémentaires et de consultations avec les organisateurs et les participants. Le tableau ci-dessous présente les activités sélectionnées.

Tableau1 : Sélection d'activités

Pays	Promoteur(s) impliqué(s) + équipe	Type d'activité	Portée	Groupe cible	Brève description
Albanie	Université d'Elbasan, Bureau du Conseil de l'Europe à Tirana	Sensibilisation et diffusion	International	Étudiants, professeurs, décideurs, responsables politiques, etc.	Organisation de la quatrième conférence internationale « Mondialisation et intégration dans l'éducation contemporaine » (Conseil de l'Europe, 2025a)
Arménie	Université d'État d'Erevan, Faculté de journalisme	Recherche	National	Étudiants en licence et en master menant des travaux de recherche, directeurs de mémoire	Pour la promotion 2025/2026, quatre sujets de mémoire et de projet de fin d'études – trois au niveau de la licence et un au niveau de la maîtrise – ont été spécifiquement proposés dans le cadre de la citoyenneté numérique. Il convient de noter que deux des projets de licence sont supervisés par les participants au Forum sur l'éducation à la citoyenneté numérique. Ces sujets reflètent l'engagement académique croissant de la Faculté en faveur de la citoyenneté numérique et illustrent l'intégration croissante de ce thème dans les travaux de recherche finaux des étudiants. Les sujets sont les suivants : Projets de fin d'études de licence : 1. Diplomatie numérique : publications sur les réseaux sociaux de responsables américains, arméniens et azerbaïdjanais – Étudiante : Silvi Shahbazyan ; Directrice de thèse : Prof. associée Anahit Menemshyan 2. Personnalisation du contenu sur la plateforme Facebook - Étudiante : Lida Chachoyan ; Superviseure : Kristine Alagulyan 3. Les bibliothèques numériques dans le contexte des représentations médiatiques contemporaines (sur la base des bibliothèques universitaires) - Étudiante : Arpine Manukyan ; Superviseur : Prof. David Petrosyan 4. La communication numérique comme outil de guerre de l'information sur les réseaux sociaux - Étudiante : Elen Aghajanyan ; Directrice de thèse : Prof. associée Anush Martirosyan
Belgique	Association européenne pour la formation professionnelle (EVTA)	Élaboration de politiques et de programmes d'études	International	Fonctionnaires de l'UE (DG EAC, EMPL), Conseil de l'Europe, ministères nationaux, prestataires et praticiens de l'EFPP, éducateurs et formateurs, organisations de jeunesse et d'apprenants, OSC, universités et instituts de recherche	Table ronde politique de haut niveau présentant l'EFPP comme une institution civique, avec un panel principal et quatre groupes de discussion : (1) Intégrer l'éducation à la citoyenneté numérique dans les programmes d'EFPP ; (2) Renforcer les capacités des éducateurs, enseignants et formateurs ; (3) Garantir des espaces numériques sûrs, inclusifs et éthiques ; (4) Participation numérique et engagement démocratique. Résultats : à partir des s recueillies lors de la table ronde, l'EVTA a rédigé son document d'orientation

Pays	Promoteur(s) impliqué(s) + équipe	Type d'activité	Portée	Groupe cible	Brève description
					intitulé « L'éducation à la citoyenneté numérique dans l'EFP : des travailleurs aux citoyens : intégrer l'ECN dans les programmes d'EFP pour une Europe numérique démocratique ». Ce document comprend un ensemble de recommandations politiques concrètes et applicables (EVTA-DCE, 2025).
Finlande	Ministère de l'Éducation et de la Culture, Finlande, dans le cadre de la coprésidence finno-àlandaise au sein du Conseil nordique des ministres. Coorganisateur : Agence nationale finlandaise pour l'éducation, Institut national de l'audiovisuel de Finlande, Nordic Culture Point, Réseau nordique pour l'apprentissage tout au long de la vie	Sensibilisation et diffusion	International	Experts et décideurs politiques travaillant dans les domaines de l'éducation aux médias, de l'éducation, de la formation des enseignants, de l'apprentissage tout au long de la vie, du secteur de la jeunesse et des bibliothèques publiques	Conférence sur l'éducation aux médias et l'éducation à la démocratie pour la résilience sociétale (Opetus- ja kulttuuriministeriö, 2026)
France	Ministère de l'Éducation nationale et Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	Formation initiale et continue des enseignants	Au niveau national	Enseignants, chefs d'établissement, associations/ONG	Webinaire n° 1 « Citoyens numériques et si on parlait vraiment de vos données ? » (CNIL, 2025)
Géorgie	Centre national pour le développement professionnel des enseignants (TPDC)	Développement de projets	National	Directeurs d'école, enseignants	Afin de promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie (l'ECN), un appel à candidatures a été lancé, auquel 16 candidatures ont été soumises. La publication des projets sélectionnés est prévue sur le portail des services et ressources électroniques du Centre national pour le développement professionnel des enseignants (Centre national pour le développement professionnel des enseignants (TPDC), 2022)
Italie	Ministère de l'Éducation et du Mérite	Formation initiale et continue des enseignants	Au niveau national	Enseignants à tous les niveaux d'enseignement, Formateurs d'enseignants	Atelier pratique animé par des formateurs d'enseignants qui interviennent en classe, en présentiel ou à distance, afin d'aider les enseignants à élaborer des activités en

Pays	Promoteur(s) impliqué(s) + équipe	Type d'activité	Portée	Groupe cible	Brève description
					lien avec les dix domaines de l'ECN (Ministère de l'Éducation et du Mérite, 2025)
Pays-Bas	Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences (OCW)	Suivi et évaluation ou évaluation d'effet /	National	Toutes les écoles de l'enseignement secondaire	Peil.Digitale Vaardigheden (Conseil néerlandais de la recherche, 2024)
Portugal	Centre de formation des enseignants de Ria Formosa – Ministère de l'Éducation et des Sciences	Formation et éducation des enseignants	Au niveau local	Enseignants en activité de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que coordinateurs chargés de l'éducation à la citoyenneté, cherchant à renforcer les approches pédagogiques, éthiques et critiques de l'éducation à la citoyenneté numérique dans le cadre scolaire formel	Conception et mise en œuvre d'un programme de formation des enseignants accrédité de 30 heures sur l'éducation à la citoyenneté numérique, officiellement reconnu par le ministère portugais de l'Éducation, axé sur l'intégration des cadres d'éducation à la citoyenneté numérique dans la pratique scolaire (Centro de formação Ria Formosa, 2026)
Portugal	Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE)	Recherche	International	Éducateurs, chefs d'établissement et décideurs politiques intéressés par des stratégies fondées sur des données probantes pour l'intégration de l'éducation à la citoyenneté numérique dans les programmes scolaires. Chercheurs et praticiens dans les domaines de l'éducation numérique, de l'éducation civique et de l'innovation pédagogique, à la recherche de données empiriques et d'aperçus méthodologiques pour développer ou évaluer des programmes similaires	La recherche doctorale sur le terrain concernant l'intervention du School Media Lab se concentre à la fois sur la dimension de l'éducation à la citoyenneté numérique et sur le contexte de l'initiative européenne 2025 (Instituto Universitario de Lisboa, 2019)
Roumanie	GEYC	Sensibilisation et diffusion	National	Jeunes, animateurs jeunesse, enseignants, éducateurs	La 7e édition de la Semaine européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique (#EDCEWeek25), organisée par le réseau européen PRISMA et le GEYC, s'est déroulée du 15 au 21 septembre 2025 dans le cadre de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique (EYDCE). La campagne a réuni des éducateurs, des animateurs jeunesse et des jeunes de toute l'Europe afin de promouvoir la pensée critique, l'éducation aux médias, la sécurité en ligne et l'inclusion numérique. Grâce à des activités locales et en ligne, elle a permis à des milliers de personnes de devenir des citoyens numériques plus conscients et responsables. #EDCEWeek25 a démontré la puissance de la collaboration et de l'engagement ascendant. Soutenue par la formation des formateurs « Digital Bridges », un centre de ressources dédié et la coordination continue de PRISMA et du GEYC, la campagne a bénéficié d'une visibilité à l'échelle européenne. Plus de 100

Pays	Promoteur(s) impliqué(s) + équipe	Type d'activité	Portée	Groupe cible	Brève description
					organisations ont travaillé ensemble dans un cadre commun pour promouvoir les principes de l'éducation aux médias du Conseil de l'Europe de manière créative, inclusive et percutante. Cela a permis de toucher plus de 3 800 bénéficiaires directs en 2025, issus de plus de 15 pays, dans des contextes hors ligne, hybrides et en ligne (GEYC, 2025)
Serbie	Ministère de l'Éducation	Élaboration des politiques et des programmes scolaires	National	Enseignants, élèves	Le cadre et le concept élaborés par le Conseil de l'Europe concernant l'éducation et la formation tout au long de la vie ont inspiré la réforme des programmes prévue cette année pour les classes de 1re et 5e année de l'école primaire et la 1re année de l'école secondaire, puis successivement pour les autres classes (Conseil de l'Europe, 2025d)
Slovénie	Ministère de l'Éducation, Service de l'éducation numérique	Élaboration et mise en œuvre du projet	National	Enseignants, élèves, parents, décideurs politiques, chercheurs	Publication d'un appel à candidatures national et sélection d'un consortium lien vers le site web (Ministère de l'Éducation, 2025)
Turquie	Coordinateurs scolaires	Sensibilisation et diffusion	Au niveau local	Parents, enseignants	Projet « Near miss » sur le cyberharcèlement : une boîte sécurisée et anonyme créée pour permettre aux enfants de partager leurs problèmes numériques, de sensibiliser aux risques en ligne tels que le cyberharcèlement et les discours de haine, et d'enseigner une utilisation responsable et sûre d'Internet (DCE Turquie, 2025)
Ukraine	Ministère de l'Éducation et des Sciences d'Ukraine, Centre européen Wergeland	Formation initiale et continue des enseignants	Au niveau local	Enseignants et formateurs d'enseignants	« École démocratique : éducation pour une durabilité démocratique » a organisé une session de formation des formateurs, au cours de laquelle le guide DCE Planner, ainsi que d'autres publications consacrées à l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique, ont été présentés au réseau des formateurs du programme.

Entretiens avec les organisateurs

Après la sélection de 15 activités en vue d'une analyse plus approfondie, l'équipe d'évaluation a interrogé les organisateurs des activités sélectionnées afin de discuter des objectifs et de la mise en œuvre des activités, de leurs effets et de leur contribution à la réalisation des objectifs de l'Année européenne 2025.

Les entretiens ont été menés en ligne entre février et mars 2026 à l'aide du guide d'entretien figurant à l'annexe 2. Les informations issues de ces entretiens ont servi à évaluer la mise en œuvre et l'effet des activités sélectionnées dans les États membres, les facteurs de réussite et les obstacles, ainsi que les activités de suivi, présentés aux chapitres 5 à 7 .

Enquête auprès des participants

Au cours des entretiens, il a été demandé aux organisateurs s'ils avaient recueilli les retours des participants aux activités et s'ils pouvaient partager les résultats de cette évaluation, ou s'ils pouvaient diffuser un questionnaire anonyme auprès de ces participants afin d'alimenter l'évaluation de l'activité et de l'Année européenne 2025. Pour les activités dont les organisateurs n'avaient pas recueilli directement les retours des participants, l'équipe d'évaluation leur a demandé de diffuser un court questionnaire afin d'évaluer la compréhension des participants de l'ECN avant et après l'activité, ainsi que les mesures de suivi prises pour promouvoir l'ECN à la suite de l'activité. Les enquêtes ont été menées entre mars et avril 2026. Pour chaque enquête axée sur une activité, les répondants disposaient d'environ un mois pour y répondre.

L'enquête a suivi le questionnaire de l'annexe 3 et a été réalisée en ligne via Qualtrics. Dans certains cas, les organisateurs de l'activité ont transmis l'enquête aux participants ; dans d'autres, ils ont communiqué les coordonnées des participants afin que l'équipe de recherche puisse leur envoyer directement l'enquête. Le tableau ci-dessous présente les réponses recueillies.

Tableau2 : Réponses à l'enquête

Pays	Statut de l'enquête
Albanie	L'équipe chargée de l'étude a diffusé le questionnaire – 2 réponses
Arménie	L'organisateur a diffusé le sondage – 11 réponses
Belgique	L'organisateur a partagé les données agrégées issues de son propre questionnaire – 7 réponses
Finlande	L'organisateur a partagé les données agrégées issues de son propre questionnaire – 11 réponses
France	L'enquête n'a pas pu être menée
Géorgie	L'enquête n'a pas pu être menée
Italie	L'organisateur a diffusé l'enquête – 80 réponses
Pays-Bas	L'activité est toujours en cours ; aucune enquête n'a pu être menée à ce jour (mai 2026)
Portugal	L'organisateur a diffusé le questionnaire pour les deux activités – respectivement 7 et 10 réponses
Roumanie	L'organisateur a communiqué les données agrégées issues de son propre questionnaire
Serbie	L'enquête n'a pas pu être menée
Slovénie	L'enquête n'a pas pu être menée
Turquie	L'organisateur a diffusé l'enquête – 15 réponses
Ukraine	L'enquête n'a pas pu être menée

Les résultats de l'enquête ont été analysés et ont contribué à l'évaluation des effets des activités sélectionnées, présentée au chapitre 5.

3. Aperçu de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025

3.1 Activités menées par le Conseil de l'Europe

Au cours de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025, le Conseil de l'Europe a joué un rôle important dans la coordination et le suivi des activités organisées par les différents États, tant au sein qu'en dehors de l'UE. Afin de soutenir cet effort et de sensibiliser le public, un site web dédié ([Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025](#)) a été créé.

Ce site a servi d'outil pour **informer les citoyens et les sensibiliser** à cette initiative et aux différentes activités mises en place. Il comprend :

- Une description de l'Année européenne 2025, de ses objectifs et de ses valeurs fondamentales ;
- Des informations sur les actions menées par différents pays (déclarées par les pays eux-mêmes) ;
- Des conseils sur la manière d'organiser des activités, y compris une boîte à outils pour les campagnes sur les réseaux sociaux ;
- Des actualités et des vidéos d'information produites par le Conseil de l'Europe.

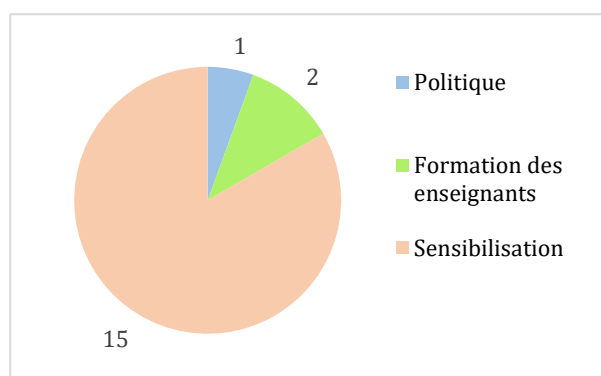


Figure1 : Types d'activités organisées par le Conseil de l'Europe, classées par objectif

Outre son rôle de coordination, le Conseil de l'Europe a directement organisé 7 activités à vocation internationale, tout en collaborant avec d'autres organismes internationaux ou entreprises (EU Neighbours South, Centre Nord-Sud, EUN, Google) pour organiser 11 activités supplémentaires. Quinze d'entre elles visaient à sensibiliser le public (cinq publications pour une campagne en ligne sur l'ECN, trois événements internationaux, quatre formations, un webinaire et un concours international d'affiches, un protocole d'accord (MoU) et le DCE Planner). Parmi les autres activités, deux étaient des formations destinées aux enseignants, tandis qu'une autre relevait des activités d'élaboration de politiques et de programmes scolaires.

En termes de publics cibles, neuf activités s'adressaient au grand public, quatre étaient axées sur les jeunes, une seule visait les écoles, tandis que six avaient une portée plus large, impliquant des éducateurs, des élèves, des parents, des décideurs politiques et des chercheurs.

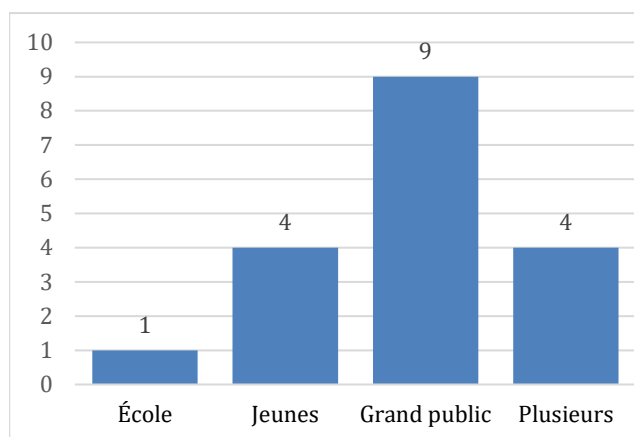


Figure2 : Types d'activités organisées par le Conseil de l'Europe, classées par groupe cible

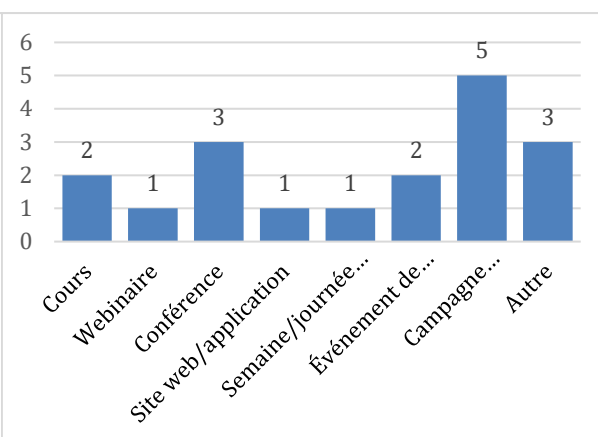


Figure3 : Types d'activités organisées par le Conseil de l'Europe, classées par objectif

Parmi ce large éventail d'initiatives, quatre ont été reconnues comme particulièrement significatives : deux conférences internationales, un forum et un concours international de création d'affiches ou de courts métrages sur la citoyenneté numérique.

- L'Année européenne 2025 a été officiellement lancée à **Strasbourg les 23 et 24 janvier 2025** avec la conférence « **Empowering Learners for a Democratic Future** » (**Donner aux apprenants les moyens d'agir pour un avenir démocratique**), qui visait à approfondir la compréhension d'une approche intégrée de l'éducation aux médias et à la citoyenneté numérique, à encourager la participation de tous les États membres et à explorer des stratégies pour relever les défis politiques, éducatifs et culturels.
- Les **27 et 28 mai 2025**, Strasbourg a accueilli le **Forum international « Let's Act Now ! »**, qui a servi de plateforme au dialogue et à la coopération intersectorielle, au partage d'expériences et à l'identification de solutions collaboratives visant à renforcer l'éducation aux médias et à l'information (EMI).
- L'Année européenne 2025 s'est achevée par la **conférence de clôture « The Way Forward »**, qui **s'est tenue à Ljubljana les 18 et 19 novembre**. Celle-ci a été l'occasion de consolider les acquis, d'élaborer une feuille de route pour le développement futur de l'éducation aux médias et de renforcer la coopération entre les parties prenantes afin d'assurer un effet durable.

La stratégie de communication du Conseil de l'Europe s'est appuyée sur plusieurs canaux. Le principal était le site web dédié mentionné ci-dessus, qui a été soutenu par des publications ciblées à la fois sur LinkedIn et sur X. Environ 80 publications ont été diffusées sur chaque plateforme tout au long de l'année.

3.2 Activités menées dans les États membres

Parmi les 46 États membres, 28 ont signalé au Conseil de l'Europe au moins une activité organisée dans le cadre de l'Année européenne 2025.¹ Certains de ces pays ne disposaient pas de promoteur de l'Année européenne ; dans ces cas, des organisations distinctes ont mené des activités à la suite de leur participation au Forum, parfois en tant que nouveaux participants, sans lien direct avec un promoteur de l'Année

¹ Albanie, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Finlande, France, Géorgie, Irlande, Italie, Luxembourg, Monténégro, Maroc, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Pologne, Portugal, République de Moldavie, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suisse, Turquie, Ukraine

européenne. Parmi les entités ayant rendu compte de leurs activités, les plus prolifiques ont été l'Arménie et la Turquie, avec respectivement 40 et 41 activités, suivies de la France avec 36 activités signalées. L'Andorre, l'Autriche, la Belgique, Chypre, la Finlande, l'Irlande, le Monténégro, le Maroc, les Pays-Bas, la Macédoine du Nord, la République de Moldavie, la Slovaquie, l'Espagne, la Suisse et l'Ukraine ont chacune organisé moins de 10 activités, la Finlande, la République de Moldavie et l'Ukraine n'ayant déclaré qu'une seule activité chacune. Les autres pays ont déclaré entre 10 et 25 activités : l'Albanie (10), la Géorgie (14), l'Italie (12), le Luxembourg (10), la Pologne (15), le Portugal (15), la Roumanie (23), la Serbie (14) et la Slovaquie (25).

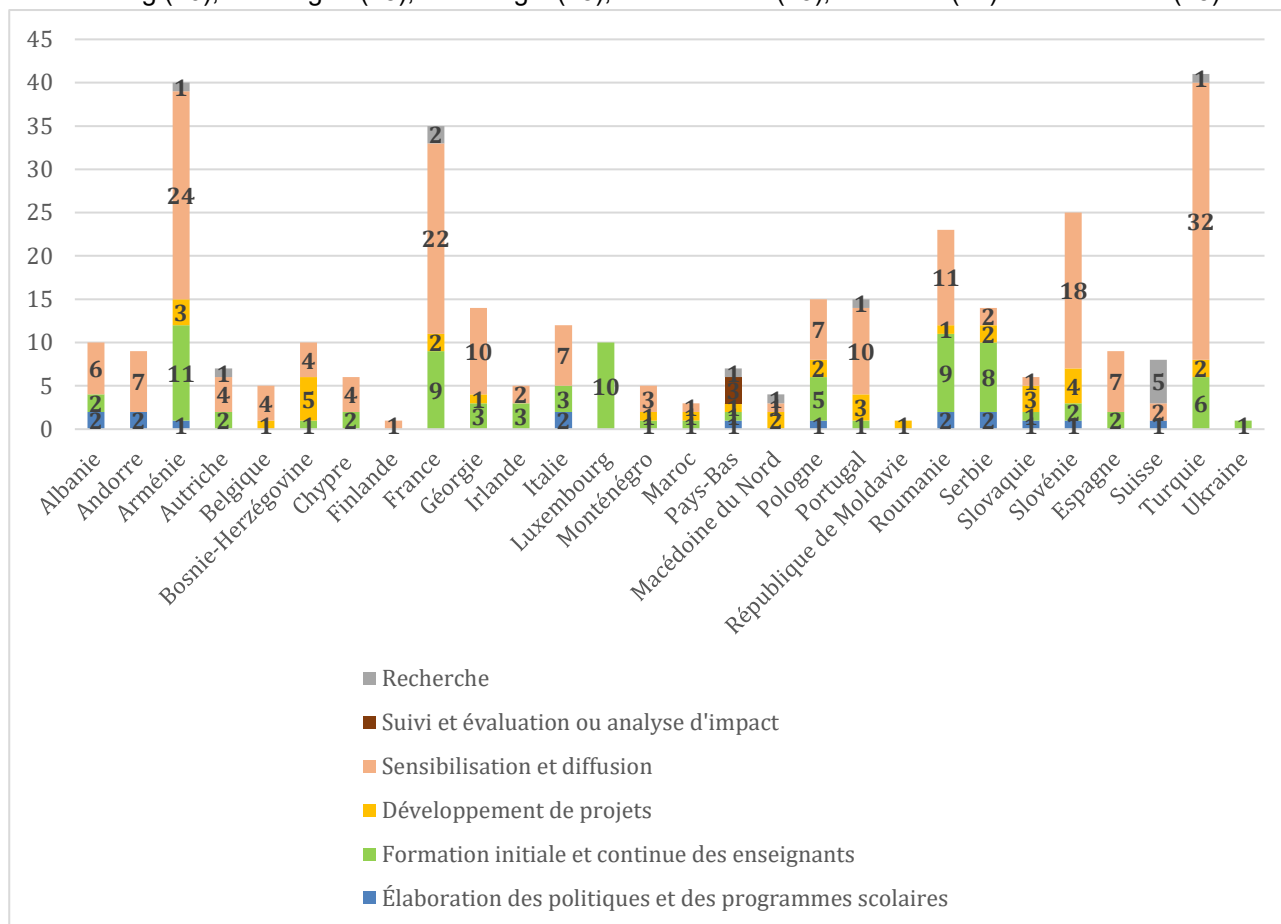


Figure 4 : Nombre d'activités déclarées par État et par type d'activité

Il est important de noter que les différences significatives dans le nombre d'activités déclarées peuvent s'expliquer en partie par des pratiques de déclaration divergentes. Certains États membres, tels que la Turquie et l'Arménie, ont inclus des initiatives à très petite échelle, tandis que d'autres, comme les Pays-Bas, n'ont déclaré que des initiatives de plus grande envergure et mieux structurées. Les activités ayant été déclarées par chaque État membre au Conseil de l'Europe, des différences méthodologiques ont persisté malgré un modèle de rapport commun fourni par le Secrétariat. Aux fins de l'évaluation, l'équipe de recherche a harmonisé les informations fournies par les États membres en regroupant les activités dans des catégories communes similaires à celles utilisées par le Conseil de l'Europe pour rendre compte de ses propres activités.

Le premier niveau de catégorisation s'est appuyé sur **des macro-catégories d'objectifs**, c'est-à-dire l'objectif principal et le type de chaque activité. Six macro-catégories ont été identifiées : **élaboration de politiques et de programmes d'études, formation initiale et continue des enseignants, élaboration et mise en œuvre de projets, sensibilisation et diffusion, suivi et évaluation (S&E) ou évaluation d'effet, et recherche.**

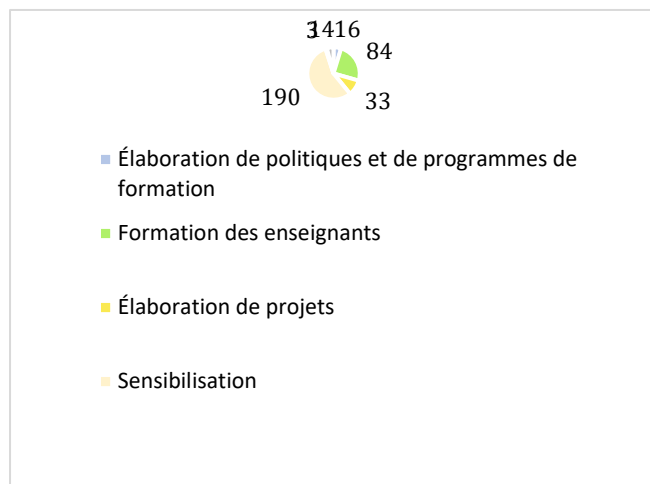


Figure6 : Nombre d'activités visant à sensibiliser par public cible

La grande majorité des activités ont été classées dans la **catégorie « sensibilisation et diffusion »**, notamment les webinaires et les conférences. Sur les 189 activités organisées dans cette catégorie, 125 avaient une portée nationale et 47 une portée régionale ou locale. Les principaux groupes cibles étaient le grand public, les étudiants et les éducateurs (y compris les enseignants). Seules

deux initiatives s'adressaient spécifiquement aux décideurs politiques, tandis que sept ciblaient les jeunes.

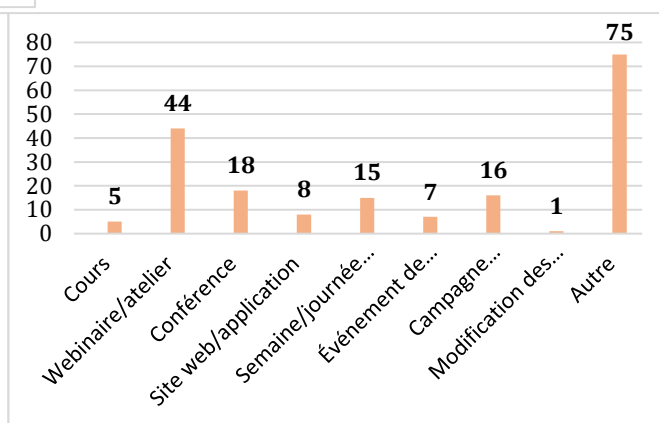


Figure7 : Nombre d'activités visant à sensibiliser par type d'activité

En termes de format, environ une activité sur quatre était soit un atelier, soit un webinaire. Parmi les autres formats courants figuraient les conférences (18), les journées ou semaines thématiques (15) et les campagnes ou publications en ligne (16). Soixante-quinze activités n'entraient dans aucune des catégories de format prédéfinies. Parmi celles-ci, plusieurs étaient particulièrement pertinentes ou dignes d'intérêt, notamment :

- Huit interventions radiophoniques et podcasts dédiés (Arménie, Autriche, France, Roumanie, Slovaquie) ;
- La création d'un prix récompensant les pratiques pédagogiques exemplaires visant à développer les compétences numériques des élèves en Andorre ;
- Un débat télévisé sur l'évolution du concept de citoyenneté numérique et l'importance de l'éducation dans ce domaine en pleine mutation, diffusé dans l'émission arménienne Herankar – Debate (Arménie) ;
- Un exercice de simulation de phishing en France intitulé « Opération CACTUS » ;

- Le « Concours national pour les enseignants – Meilleur projet en matière de culture numérique » en Géorgie.

La deuxième macro-catégorie en termes de nombre d'activités était celle de **la formation initiale et continue des enseignants**, avec 84 activités recensées. Le groupe cible principal était constitué d'éducateurs, au sens large du terme. Cela comprenait non seulement les enseignants, mais aussi les chefs d'établissement, les formateurs d'enseignants, les coordinateurs pédagogiques, le personnel de soutien à l'éducation, les professeurs d'université impliqués dans la formation initiale des enseignants, ainsi que d'autres professionnels ayant un rôle d'enseignement ou de formation, tels que les animateurs de l'éducation non formelle et le personnel des instituts de formation.

La plupart de ces activités étaient axées sur le renforcement des compétences numériques pour l'enseignement et l'apprentissage, l'intégration de la citoyenneté numérique dans la pratique en classe et la fourniture de méthodologies et d'outils pratiques que les éducateurs peuvent appliquer dans leur travail quotidien. Presque toutes les activités avaient une portée nationale, les formats privilégiés étant les sessions de formation en ligne (activités en une seule session visant à aider les enseignants à développer des aptitudes ou des compétences spécifiques), les cours en ligne ou les webinaires/ateliers. Cela a facilité la mise à l'échelle des activités et assuré une plus large portée. Seuls huit événements ont été organisés au niveau local ou régional, tous en présentiel. L'un d'entre eux avait une orientation régionale spécifique, à savoir « *L'inclusion linguistique et culturelle dans un contexte éducatif régional* en Pologne ». Trois activités ont été mises en œuvre au niveau international : deux conférences organisées par la Roumanie et un séminaire en ligne organisé par l'Espagne en partenariat avec eTwinning.

Outre les principaux formats d'activités mentionnés ci-dessus (12 cours, 17 ateliers, 4 conférences, 32 événements de formation et 3 campagnes/publications en ligne), cinq sites web ou portails ont été créés pour rassembler et mettre à la disposition des enseignants des supports de formation. Par exemple, en Serbie, le portail était axé sur la prévention de la violence, tandis qu'en Slovaquie, il traitait de la réforme des programmes scolaires. Il est également important de souligner trois événements thématiques :

- À Chypre, une journée de la Semaine de l'éducation aux médias a été consacrée à *l'inclusion linguistique et culturelle dans un contexte éducatif régional*.
- En Roumanie, le festival Digital Predau a réuni des milliers d'enseignants à travers des dizaines de sessions axées sur l'intersection entre la pensée critique, la créativité, la pensée computationnelle et la culture démocratique, traduisant ces idées en activités prêtes à être utilisées en classe.

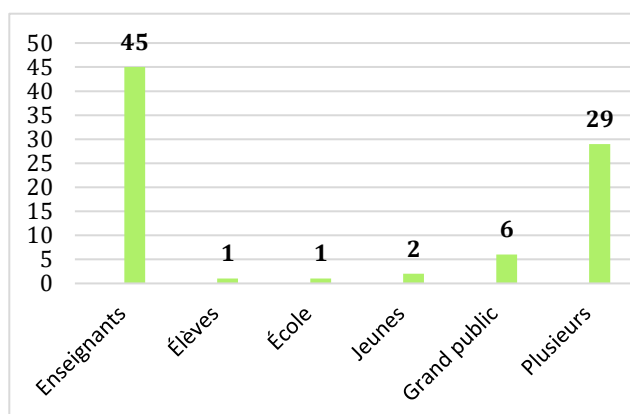


Figure 8 : Nombre d'activités visant la formation des enseignants par groupe cible

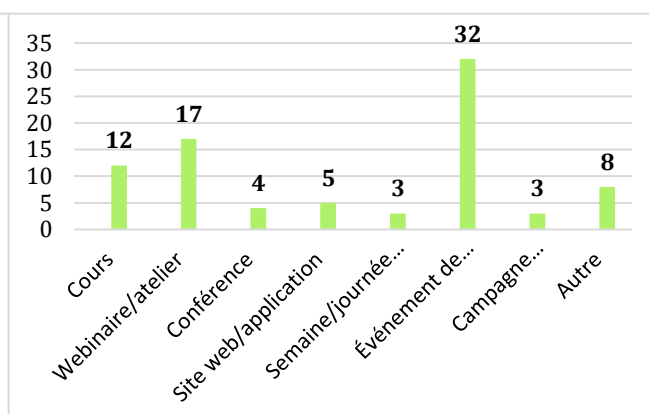


Figure 8 : Nombre d'activités visant à former les enseignants par type d'activité

- En Géorgie, dans le cadre de la Semaine de l'éducation aux médias et à l'information (l'ECN), de nombreuses activités ont été consacrées à la formation des enseignants et des éducateurs.

Les autres activités ont été classées dans la catégorie « autres ». Parmi les plus remarquables, on peut citer la création d'une communauté en ligne en France, où des ressources et des questions ont été partagées via un forum en ligne, ainsi que des réunions communautaires organisées en Roumanie.

Le troisième type d'action le plus souvent signalé est **le développement de projets**, avec 33 activités organisées. Ces activités étaient très variées en termes de répartition géographique, de groupes cibles et de types d'activités. La majorité des projets ont été organisés au niveau national (20), tandis que près d'un quart des activités avaient une portée locale (9). Cela s'explique par la nature de cette catégorie, qui permet différentes formes d'activités et se déroule souvent en présentiel. Les principaux participants à ces activités en présentiel étaient soit des enfants/élèves, soit leurs éducateurs (enseignants/parents). Les quatre activités restantes étaient internationales. Parmi celles-ci, l'une a été organisée en collaboration par trois pays (Turquie, Slovaquie et Pologne) et s'est concentrée sur la création d'un guide visant à promouvoir la sécurité en ligne. Les trois autres étaient des réunions internationales aux thématiques variées, notamment une table ronde sur les politiques organisée par des acteurs de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP).

En ce qui concerne les groupes cibles, comme mentionné précédemment, la majorité concernait les élèves (8), suivis des écoles/enseignants (5), des jeunes (3) et des activités ciblant l'ensemble des groupes susmentionnés (11). Les six activités restantes s'adressaient principalement au grand public.

En ce qui concerne le type d'activité, la plupart (21) ont été classées dans la catégorie « Autres », ce qui reflète le caractère unique des différents projets. Parmi les exemples notables, on peut citer :

- Une carte de la Slovaquie répertoriant toutes les activités liées à l'Année européenne 2025.
- Deux tables rondes sur les politiques axées sur l'éducation et l'intégration d'éléments de citoyenneté numérique.
- Media Lab, un laboratoire destiné aux élèves du collège et conçu pour encourager la participation à la création de supports médiatiques, organisé au Portugal.

Figure9 : Nombre d'activités visant à développer un projet, par type d'activité

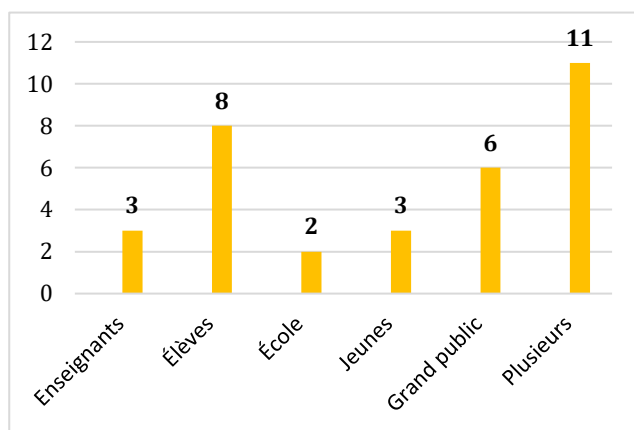
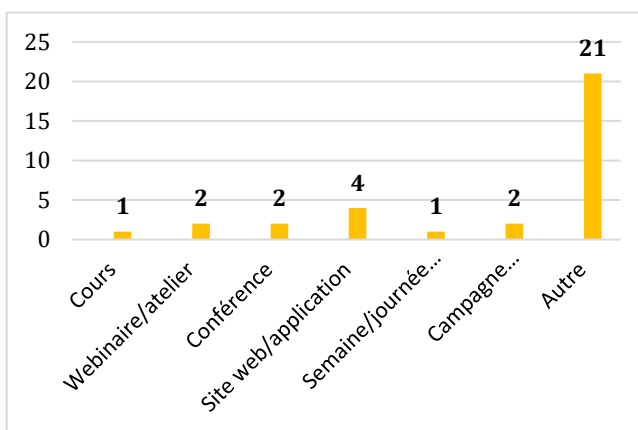


Figure10 : Nombre d'activités visant à développer un projet par groupe cible



Par ailleurs, il convient de noter que trois applications/sites web ont été développés : l'un pour promouvoir l'engagement civique en Macédoine du Nord, un autre pour collecter et rendre accessible tout le matériel pertinent de l'Année européenne en Arménie, et un troisième pour renforcer la citoyenneté numérique en Slovaquie.

En matière **d'élaboration des politiques et des programmes scolaires**, 16 activités ont été menées. Comme prévu, toutes avaient une portée nationale. Sept activités ont introduit des changements dans le système éducatif :

- Deux se sont spécifiquement concentrées sur le thème de la « citoyenneté » (Pays-Bas, Albanie),
- Deux ont introduit des cours optionnels (Roumanie),

- Trois d'entre elles ont consisté en une réforme de l'ensemble des programmes scolaires visant à intégrer les principes de l'éducation à la citoyenneté numérique dans toutes les matières (Andorre, Pologne, Serbie),
- Une visait une réforme au niveau universitaire (Arménie).

En outre, deux activités consistaient en des formations destinées à préparer les enseignants à intégrer les principes et les thèmes de l'ECN dans leurs cours. Deux autres activités étaient des interventions liées aux politiques, notamment des notes d'orientation et un document d'orientation. Les trois activités classées dans la catégorie « Autres » comprenaient :

- Deux traductions du manuel sur l'ECN dans les langues nationales (Andorre, Portugal, Slovaquie),
- Une activité préliminaire visant à introduire les principes de l'ECN dans le programme scolaire (Slovénie).

Enfin, la Serbie a développé un portail en ligne pour soutenir la mise en œuvre des programmes scolaires. Ce portail contient tous les supports pertinents et intègre un outil d'IA pour faciliter la recherche des enseignants.

Le groupe cible de ces activités englobait en grande partie l'ensemble du système scolaire, certaines activités étant spécifiquement axées sur les enseignants. Une seule activité visait directement les décideurs politiques.

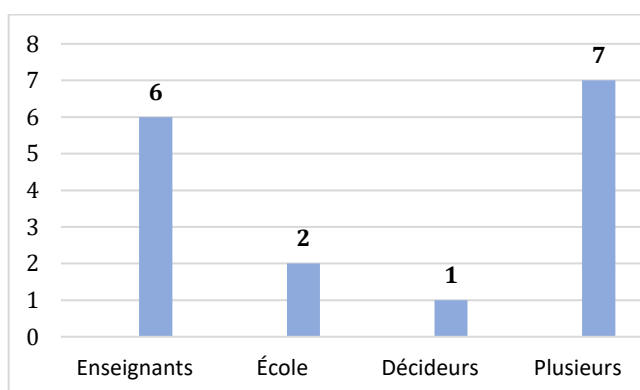


Figure11 : Nombre d'activités visant à élaborer des programmes scolaires ou à proposer de nouvelles politiques par groupe cible

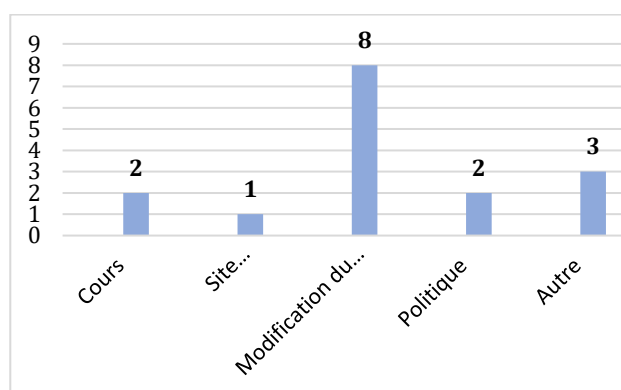


Figure12 : Nombre d'activités visant à élaborer des programmes scolaires ou à proposer de nouvelles politiques, par type d'activité

Quatorze activités ont été classées dans la catégorie « **recherche** ». Cette catégorie regroupe les initiatives axées sur la collecte de données ou la production de connaissances liées à l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV). La plupart des recherches ont été menées soit au niveau local (6), soit au niveau national (6), tandis que seules deux initiatives étaient internationales : un article évaluant l'Année européenne (présentant un aperçu de ses objectifs, de l'état d'avancement de la planification à l'été 2024 et du cadre général) et un hackathon.

Les groupes cibles étaient assez variés. Cela s'explique en partie par le fait que certains pays ont indiqué les sujets de la recherche, tandis que d'autres ont précisé le public visé par les résultats de la recherche. Cependant, les élèves (2), les enseignants (1) et le système scolaire (1) sont apparus comme des parties prenantes centrales, et ils figuraient également dans toutes les activités mentionnant « plusieurs parties prenantes ».

Seuls les trois projets de recherche menés en Suisse ciblaient explicitement les décideurs politiques. Les autres résultats étaient principalement destinés au grand public.

Toutes les activités ont été classées dans la catégorie « recherche », à l'exception du hackathon. En examinant de plus près les typologies, on peut identifier :

- Trois enquêtes menées en France et en Suisse.

- Une série d'articles de recherche provenant de Suisse, un article d'Autriche et un des Pays-Bas.
- Cinq évaluations de recherche, dont une cartographie des outils existants en matière de culture numérique, de santé et civique (Autriche, Slovaquie, Suisse, Turquie).
- Plusieurs projets de thèse : une thèse de doctorat du Portugal et quatre mémoires de licence/master de l'université YSU en Arménie.

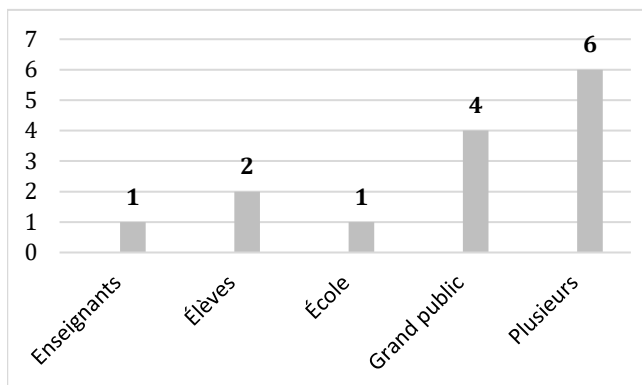


Figure13 : Nombre d'activités ayant pour objectif la recherche par groupe cible

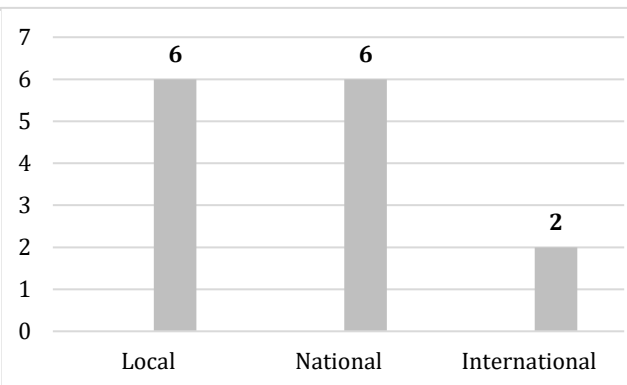


Figure14 : Nombre d'activités à vocation de recherche par zone géographique

La dernière catégorie concerne **le suivi et l'évaluation (S&E) / l'évaluation d'effet**, avec trois activités signalées, toutes provenant des Pays-Bas. Cependant, des informations suffisantes n'étaient disponibles que pour l'une d'entre elles.

Cette activité consiste en une étude nationale menée par l'Institut national néerlandais de l'éducation (NKO) visant à évaluer le niveau de compétences numériques des élèves de l'enseignement secondaire (VO) en 2025–2026. Les résultats ont pour but de suivre les progrès des écoles en matière de culture numérique et d'éclairer l'élaboration des politiques éducatives et des programmes scolaires.

4. Résultats des activités du Conseil de l'Europe

La section suivante présente les résultats et les retombées des actions menées par le Conseil de l'Europe, qui ont principalement contribué à l'objectif de sensibilisation. Sur la base des informations fournies par le Conseil de l'Europe, l'équipe d'évaluation a analysé les résultats de la conférence de lancement, de la conférence de clôture, du forum et de la campagne de communication sur les réseaux sociaux.

4.1 « Donner aux apprenants les moyens d'agir pour un avenir démocratique » – Conférence de lancement

La conférence s'est tenue à Strasbourg les 23 et 24 janvier et a réuni environ 110 participants. Comme mentionné précédemment, ses objectifs étaient de renforcer la coopération entre les parties prenantes, d'accroître la sensibilisation et la compréhension de l'ECN, et de l'établir l'ECN comme une priorité politique à long terme. La conférence a atteint ces objectifs non seulement en diffusant des informations sur l'ECN et en sensibilisant les participants, mais aussi en jouant un rôle de catalyseur pour un large éventail de parties prenantes, qui ont participé non seulement en tant qu'auditeurs, mais aussi en tant qu'intervenants. Elle a réuni des perspectives et des approches diverses, offrant ainsi l'occasion de créer un réseau solide et varié de parties prenantes intéressées par l'ECN. En outre, plusieurs sessions thématiques se sont spécifiquement concentrées sur la collaboration et le partage de bonnes pratiques, notamment la session III : Partager une approche intégrée ; la session V : Éducation à la citoyenneté numérique – Rôles et perspectives des parties prenantes ; la session VI : Relever les défis en matière de communication ; et la session VII : Relever les défis

de la coopération internationale. Enfin, la session VIII a consolidé la priorité à long terme de l'ECN en présentant les objectifs stratégiques d'une feuille de route quinquennale proposée et en encourageant la participation multipartite.

Participants

Les participants provenaient de sept groupes d'intérêt différents (représentants gouvernementaux/agences d'État, chercheurs et universitaires, organisations internationales, organisations de la société civile, professionnels de l'éducation, représentants de l'industrie) et de 21 nationalités. Les données ventilées par sexe indiquent que 59,4 % des participants sont des femmes, tandis que 40,6 % sont des hommes.

Connaissances préalables

Le groupe était composé de personnes déjà actives dans le domaine de l'éducation citoyenne participative (l'ECN) et possédant une grande expertise sur le sujet.

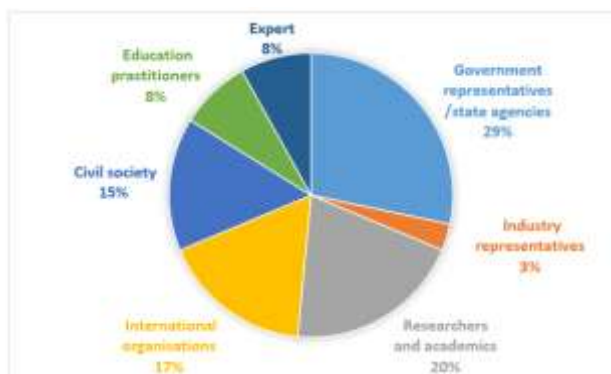


Figure15 : Pourcentage de participants par groupe d'intérêt

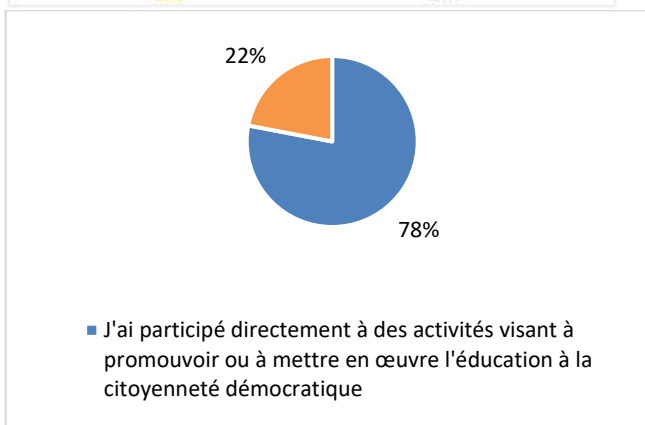


Figure16 : Pourcentage de participants ayant déjà pris part à des activités de l'ECN avant la conférence d'ouverture

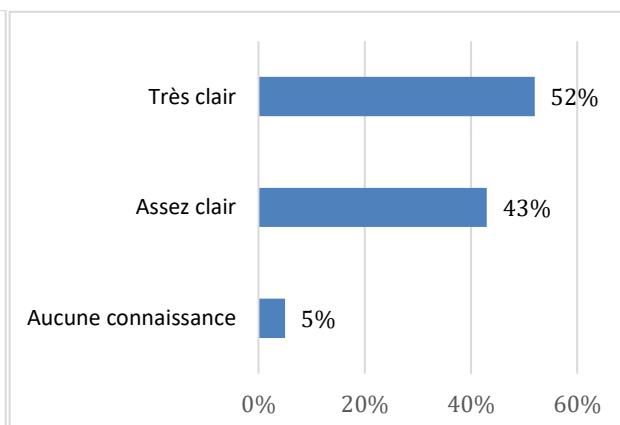


Figure17 : Connaissances des participants sur les principes de l'ECN avant la conférence d'ouverture

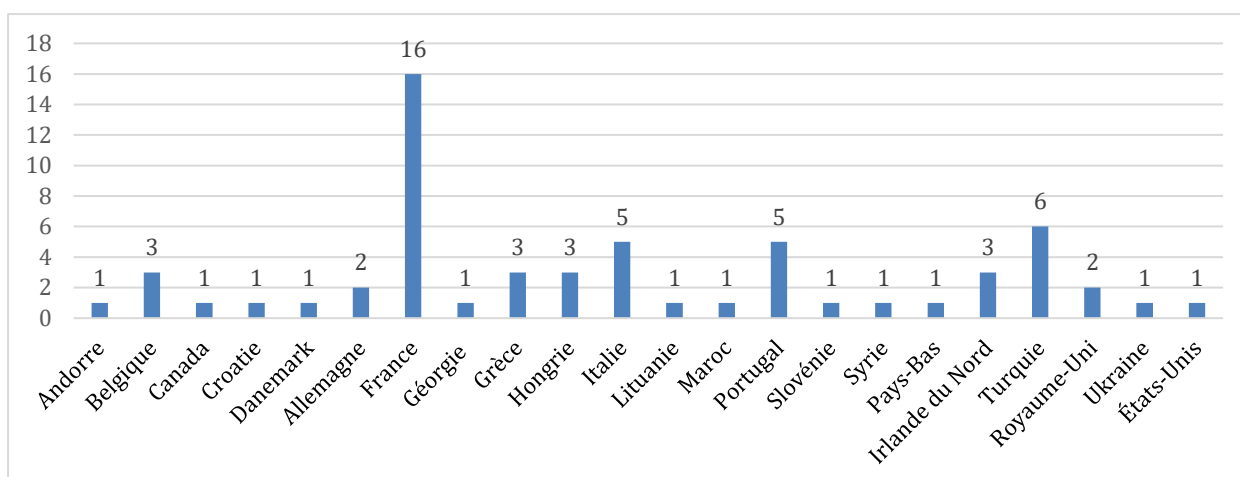


Figure18 : Pays d'origine des participants

Résultats

La conférence a permis d'améliorer la compréhension des participants concernant l'ECN. En effet, près de 90 % des personnes interrogées ont jugé la conférence très utile ou extrêmement utile, et des niveaux de satisfaction tout aussi élevés ont été rapportés.

Enfin, les participants ont généralement suggéré d'améliorer l'équilibre entre les séances plénières et les ateliers afin de permettre davantage de travail en groupe, et de rendre la conférence plus captivante en mettant davantage en avant les bonnes pratiques des pays et les exemples concrets.

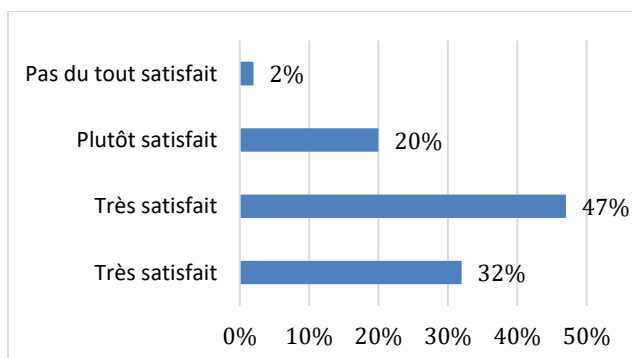


Figure19 : Niveau de satisfaction des participants

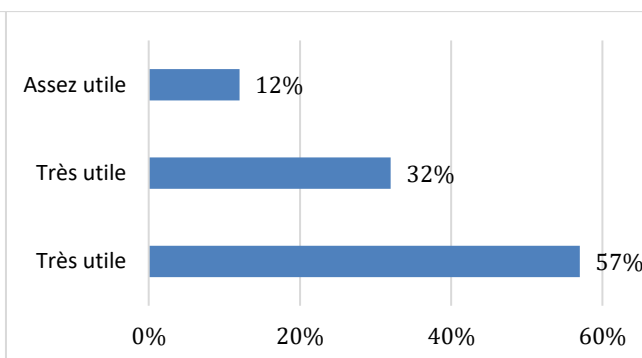


Figure20 : Utilité de la conférence telle qu'évaluée par les participants

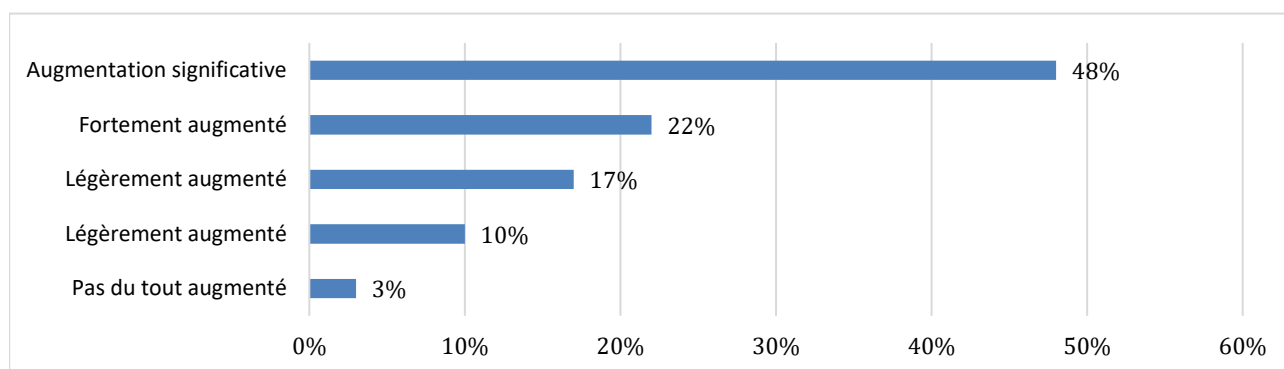


Figure21 : Évolution de la compréhension des principes de l'ECN par les participants après la conférence

4.2 Forum - mai 2025

Le Forum s'est articulé autour de dix sessions thématiques, d'où sont ressortis dix thèmes clés : l'urgence de mettre en œuvre des actions en matière d'éducation aux médias numériques ; la collaboration entre les parties prenantes ; les compétences essentielles pour la citoyenneté numérique ; les défis de l'ère numérique ; les idées et pratiques prometteuses ; le rôle des enseignants et des parents ; la lutte contre le harcèlement en ligne et la désinformation ; et les orientations politiques et futures. En outre, le Forum a été conçu pour promouvoir la coopération intersectorielle en encourageant le dialogue entre les différentes parties prenantes, et il a contribué à l'élaboration d'une feuille de route pour l'avenir de l'ECN en tant qu'approche holistique. Quarante-neuf participants ont répondu à l'enquête menée après le Forum. Les résultats les plus significatifs sont présentés ci-dessous.

Participants

Les participants étaient issus de 38 nationalités différentes et représentaient plus de 90 organisations réparties en six grandes catégories : organisation de la société civile/ONG (29 %), professionnels de l'éducation (17 %), représentants gouvernementaux/agences d'État (15 %), experts/groupes de réflexion (11 %), chercheurs (9 %) et représentants du secteur technologique (7 %). En ce qui concerne la répartition par sexe, 64 % des participants étaient des femmes et 36 % des hommes.

Connaissances préalables

Les participants étaient généralement bien informés : 75 % d'entre eux étaient déjà directement impliqués dans des activités de promotion de l'ECN avant le Forum, et 88 % ont déclaré avoir au moins une compréhension de base de l'ECN. Cela suggère que le Forum a contribué à favoriser des discussions constructives et qu'il a apporté une contribution précieuse à la feuille de route de l'ECN.

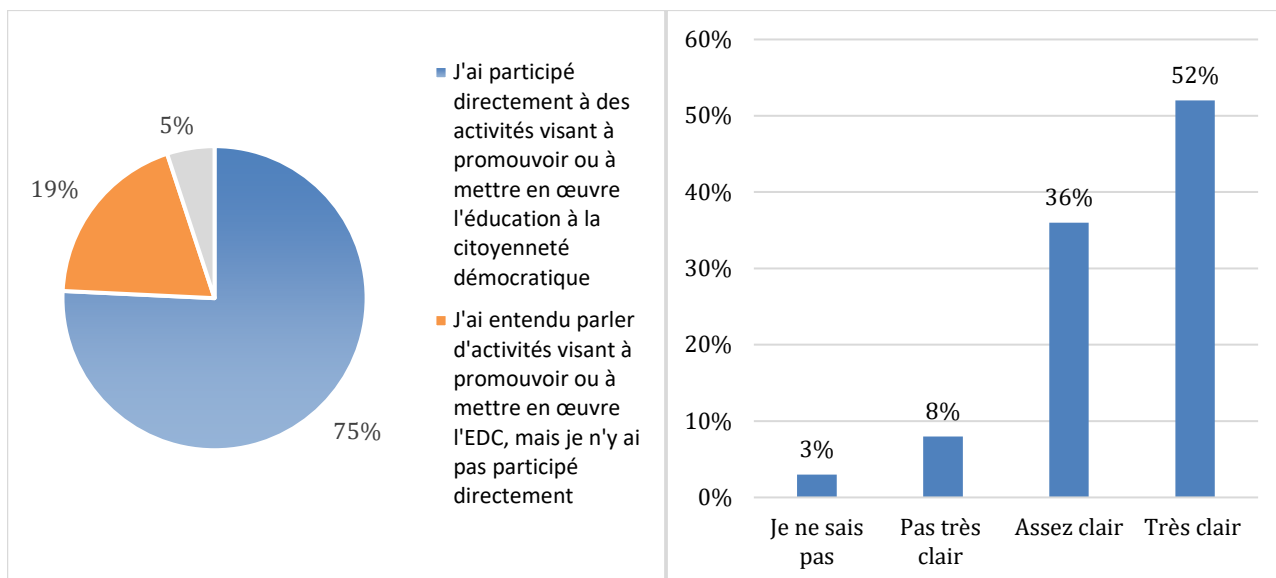


Figure22 : Implication des participants dans les activités de l'ECN avant le Forum

Figure23 : Compréhension des principes de l'ECN par les participants avant le Forum

Résultats

Le Forum a été un grand succès tant au regard de la satisfaction des participants que dans la réalisation de ses objectifs. En ce qui concerne la coopération intersectorielle, le Forum a permis à de nombreux acteurs différents d'entrer en contact : seuls trois participants ont déclaré ne pas avoir établi de nouveaux contacts en vue d'une coopération ni discuté de projets potentiels avec des contacts existants. Des résultats similaires ont été observés en matière de sensibilisation, seuls 3 % des participants ayant déclaré que leur compréhension de l'ECN ne s'était pas améliorée. Dans l'ensemble, la grande majorité des participants a trouvé le Forum extrêmement utile et a fait état d'un très haut niveau de satisfaction. Une suggestion récurrente des participants a été de rendre le Forum plus interactif.

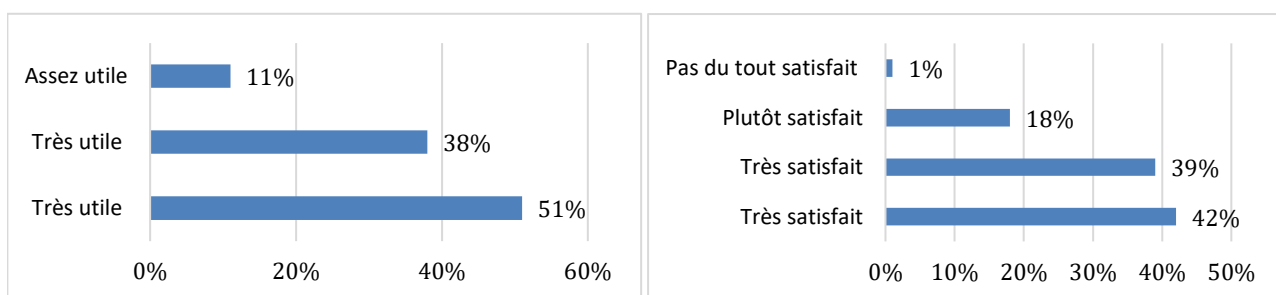


Figure24 : Évaluation de l'utilité du forum par les participants

Figure25 : Niveau de satisfaction des participants

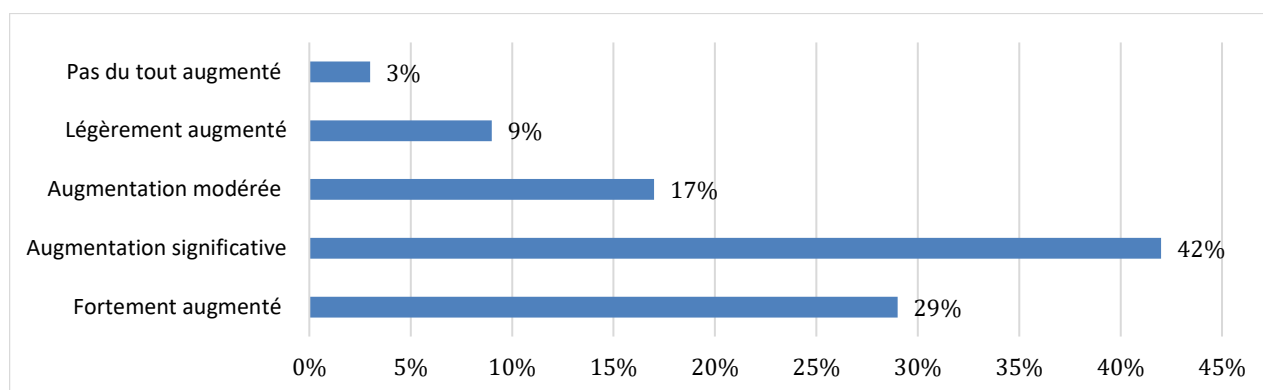


Figure26 : Évolution de la compréhension des principes de l'ECN par les participants après le forum

4.3 « The Way Forward » - Conférence de clôture de l'Année européenne

« The Way Forward » (la voie à suivre) a constitué l'événement de clôture de l'Année européenne. La conférence a marqué le passage d'une phase de réflexion et d'initiatives initiales à une phase plus opérationnelle axée sur une mise en œuvre coordonnée et concrète à travers l'Europe. Les résultats des discussions ont contribué à l'élaboration **de la feuille de route du Conseil de l'Europe pour le renforcement de l'éducation à la citoyenneté numérique 2027–2031**, conçue comme un cadre stratégique visant à relever les nouveaux défis et à lever les obstacles existants. La feuille de route décrit la mise en œuvre dans quatre domaines principaux : la mise en place d'actions concrètes et de systèmes de suivi, l'élaboration de stratégies de communication, l'identification de partenaires et de ressources pour soutenir les initiatives, et la mise en place de mécanismes d'évaluation pour mesurer l'efficacité des mesures adoptées. Son objectif global est de renforcer l'éducation à la citoyenneté numérique et de favoriser une participation responsable, active et éclairée dans les environnements numériques.

Environ un tiers des participants ont répondu à une enquête d'évaluation diffusée par l'organisateur après la conférence.

Participants

Les participants ont été classés selon les mêmes catégories que celles adoptées pour la conférence d'ouverture, les groupes les plus représentés étant les professionnels de l'éducation et la société civile/les ONG. En termes de nationalités, 23 pays étaient représentés, avec une forte présence de la Slovénie (29 %), la conférence se tenant à Ljubljana. La majorité des participants étaient des femmes (54,5 %).

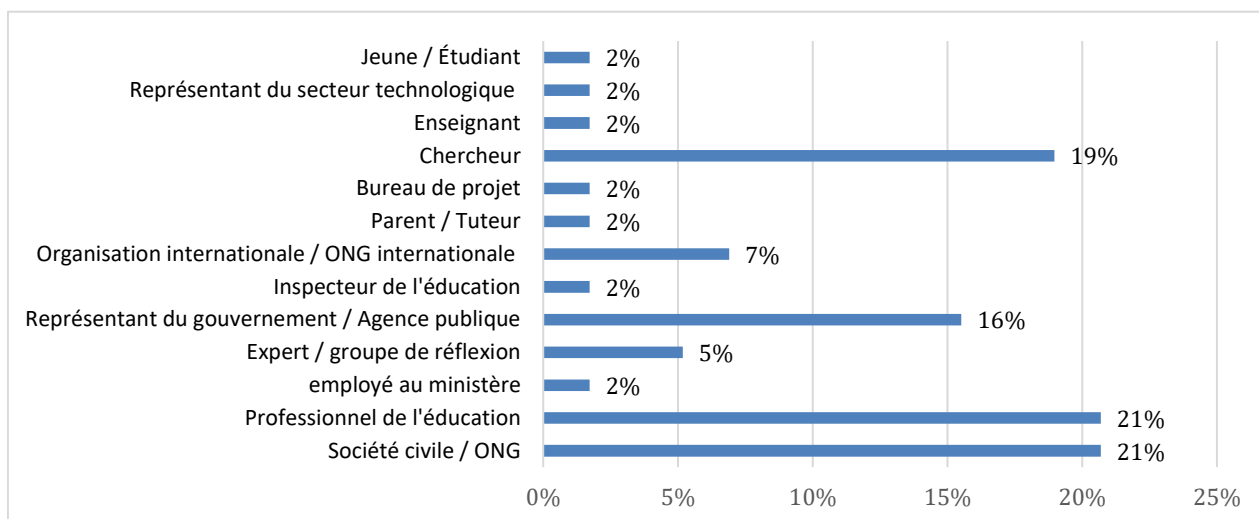


Figure27 : Pourcentage de participants par groupe d'intérêt

Connaissances préalables

La majorité des participants avait été directement impliquée dans des activités de promotion de l'ECN (55 %), tandis que 41 % avaient au moins entendu parler de telles activités. Cependant, 17 % ont déclaré que leurs connaissances en matière d'ECN étaient floues avant la conférence.

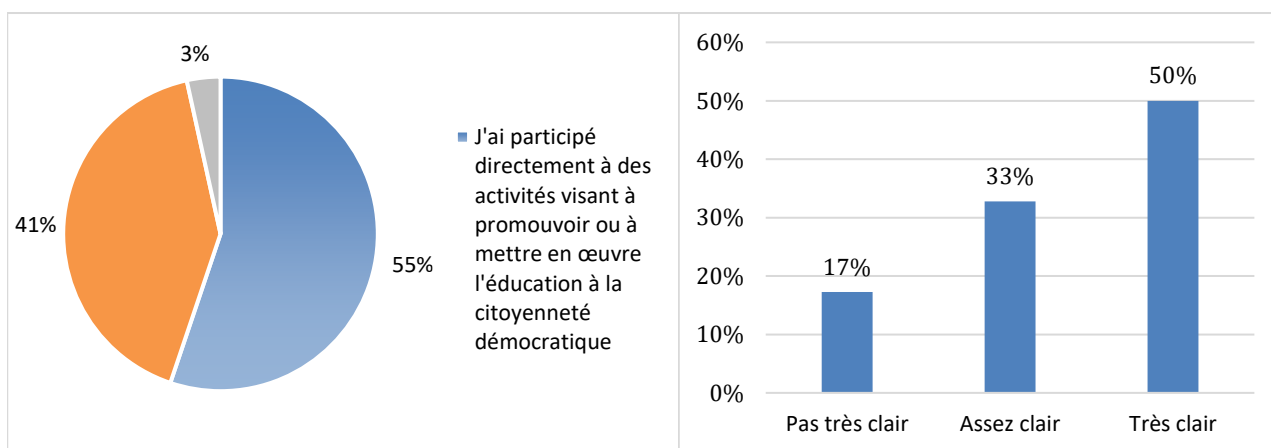


Figure28 : Implication des participants dans les activités de l'ECN avant la conférence

Figure29 : Compréhension des principes de l'ECN par les participants avant la conférence

Résultats

La conférence a permis d'améliorer la compréhension des participants concernant l'ECN : 24 % ont signalé une forte amélioration, 31 % une amélioration significative et 31 % une amélioration modérée, tandis que 7 % n'ont signalé aucune amélioration. Le niveau de satisfaction et l'utilité perçue étaient également très élevés, un seul participant ayant déclaré que l'événement était à la fois inutile et qu'il n'était pas satisfait.

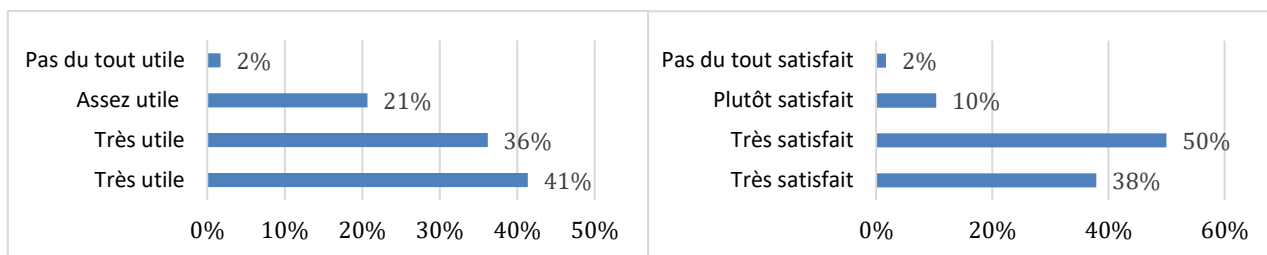


Figure31 : Utilité de la conférence évaluée par les participants **Figure30 : Niveau de satisfaction des participants**

De plus, aucun des répondants n'a quitté la conférence sans avoir noué de nouveaux contacts ou renoué avec des contacts existants. Plus de 80 % des répondants ont déclaré qu'eux-mêmes ou leur organisation prévoyaient d'organiser une activité en lien avec la conférence, plus de la moitié ayant déjà confirmé ces projets.

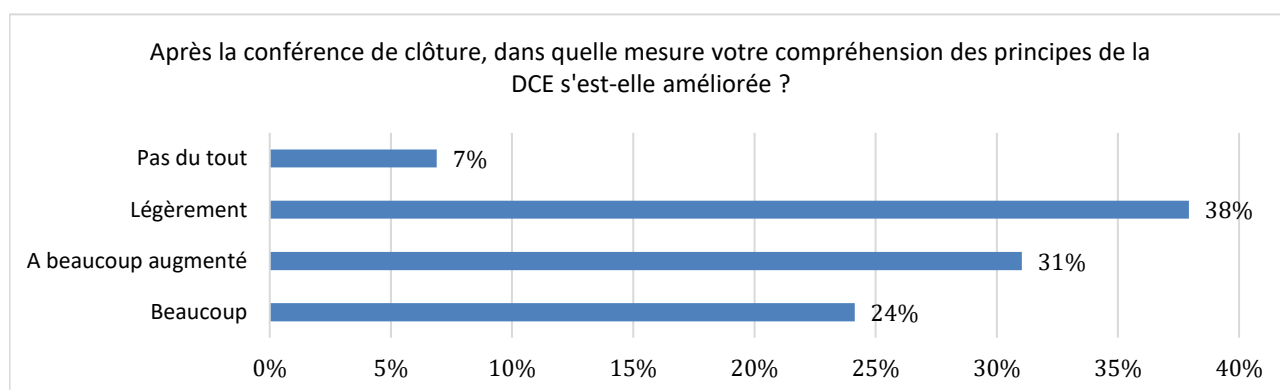


Figure32 : Évolution de la compréhension des principes de l'ECN par les participants après la conférence

En comparant les trois événements, on constate que les mêmes catégories de participants étaient représentées, bien que dans des proportions différentes. Si les organismes publics constituaient le groupe le plus représenté lors de la conférence d'ouverture, les professionnels de l'éducation et la société civile/les ONG étaient les plus représentés lors de la conférence de clôture et du Forum.

En termes de nationalités, les deux conférences présentaient un niveau de diversité similaire, tandis que le Forum affichait un niveau de représentation plus élevé. Comme prévu, on a également observé une concentration plus importante de participants locaux en fonction du lieu de l'événement. Les femmes ont représenté la majorité des participants aux trois événements tout au long de l'Année européenne 2025.

Il est intéressant de noter que lors de la conférence de lancement et du Forum, le niveau de sensibilisation et d'engagement envers l'ECN était plus élevé avant les événements, même si la conférence de clôture s'est déroulée à la fin de l'Année européenne. Par exemple, seuls 5 % des personnes interrogées ont déclaré ne pas connaître les principes de l'ECN lors de la conférence d'ouverture, tandis que 17 % des participants à la conférence de clôture ont indiqué que l'ECN ne leur semblait pas claire. Cet écart s'explique par le fait que, lors des deux premiers événements, les organisateurs ciblaient un public plus « professionnel », comme en témoigne la participation plus importante de représentants d'agences d'État. En revanche, la conférence de clôture visait à mobiliser un public plus large, avec une participation accrue de partenaires locaux, souvent moins familiarisés avec le concept de l'ECN.

En outre, la conférence d'ouverture et le Forum ont enregistré une augmentation plus importante des connaissances par rapport à la conférence de clôture, où la majorité des participants (38 %) n'ont signalé qu'une amélioration modérée de leur compréhension.

Les niveaux de satisfaction étaient homogènes pour les trois événements, et tous ont été jugés tout aussi utiles par les participants.

4.4 Réseaux sociaux

Le Conseil de l'Europe a utilisé deux plateformes de réseaux sociaux pour promouvoir l'Année européenne 2025 : X et LinkedIn. Des publications ont été diffusées sur les comptes officiels.

X

Sur X, 73 publications au total ont été publiées entre le 2 décembre 2024 et le 20 novembre 2025. Le mois le plus prolifique a été novembre, avec une moyenne de 3 publications par semaine, tandis que le mois le moins actif a été août, avec aucune publication.

Tableau3 : Nombre de publications par mois sur X

Déc. (2024)	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
2	6	6	10	7	7	7	6	0	2	9	11

En termes de portée, les publications ont généré un total de 53 590 impressions, la portée la plus élevée pour une seule publication étant de 5 196 et la plus faible de 144. L'engagement en termes de « likes » est resté relativement faible, avec une moyenne de 7 « likes » par publication. Aucune corrélation claire n'a été observée entre le nombre de vues et le nombre de « j'aime ». Des tendances similaires ont été observées pour les partages, avec une moyenne de 5 partages par publication et un maximum de 15.

LinkedIn

Sur LinkedIn, le Conseil de l'Europe s'est montré légèrement plus prolifique, publiant 82 publications sur une période plus courte, du 4 février au 11 novembre 2025.

Tableau4 : Nombre de publications par mois sur LinkedIn

Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.
0	12	11	12	11	13	1	0	2	9	11

Les indicateurs d'engagement étaient généralement plus élevés sur LinkedIn que sur X. En moyenne, chaque publication a généré 1 163 impressions, allant d'un minimum de 258 à un maximum de 6 498. Au total, le profil a reçu 2 600 « J'aime ». La publication ayant généré le plus d'engagement a reçu 199 « j'aime », tandis que la deuxième publication la plus performante en a reçu 90. Cette publication très performante comportait le texte suivant :

Comment l'#éducationàlacitoyenneténumérique peut-elle contribuer à promouvoir la démocratie à l'ère numérique ?

Lors du Forum sur l'éducation à la citoyenneté numérique, à travers des séances plénières et des tables rondes parallèles, les participants ont présenté des initiatives innovantes et des bonnes pratiques venues d'Europe et d'ailleurs.

Pour en savoir plus sur le Forum : https://lnkd.in/guxXk_3c

#LearnConnectEngageThrive

Le nombre de commentaires sur les publications était très faible, avec seulement 36 enregistrés sur l'ensemble de la période. Les partages ont suivi une tendance similaire à celle observée sur X, avec une moyenne de 5 par publication.

Le graphique ci-dessous montre le nombre d'impressions obtenues tout au long de l'année.

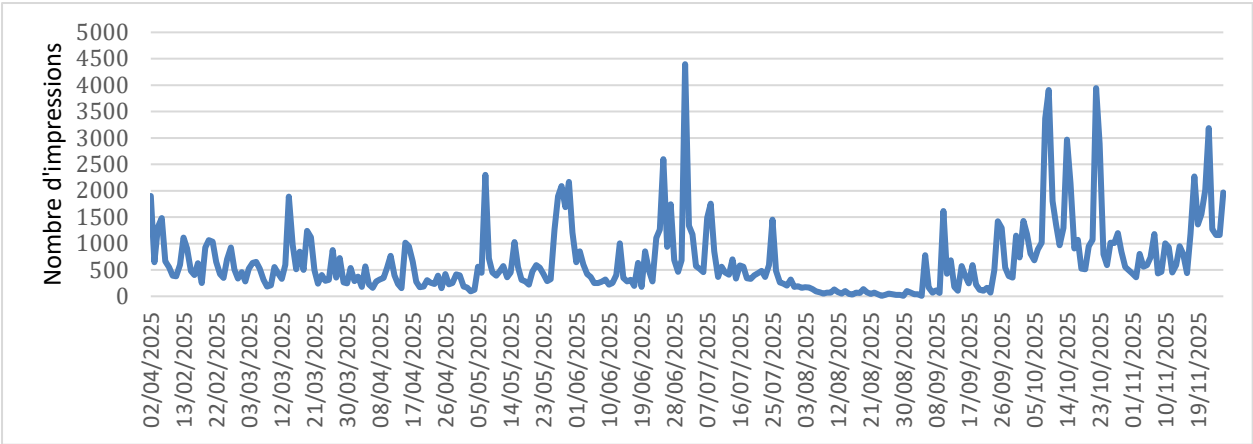


Figure33 : Nombre d'impressions obtenues sur LinkedIn (profil Éducation et Enseignement supérieur) chaque jour du 02/04/2025 au 26/11/2025

Autres réseaux sociaux

Diverses parties prenantes et participants ont fait la promotion de leurs propres événements et diffusé des informations sur l'Année européenne via d'autres plateformes de réseaux sociaux, notamment Instagram et Facebook, renforçant ainsi la visibilité et la portée de l'initiative. Au total, 162 publications sur l'Année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie ont été mises en ligne entre le 24 janvier et le 19 décembre, sur quatre plateformes principales : LinkedIn, Facebook, Instagram et X. Les autres publications ont été diffusées soit sur les sites web des partenaires, soit sur d'autres canaux en ligne.

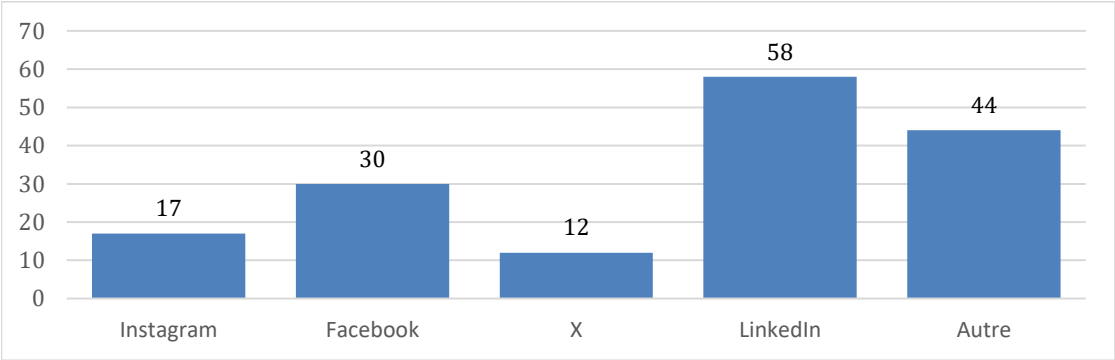


Figure34 : Nombre de publications mentionnant l’ECN par plateforme

Les organisations les plus prolifiques ont été les autres comptes du Conseil de l'Europe, qui ont publié 19 publications via divers bureaux et profils, suivis par EU Neighbours South avec neuf publications, et l'ALDA – Association européenne pour la démocratie locale. Parmi les autres contributeurs figuraient Copyright 2025, Media & Learning Association, European Schoolnet, GEYC, Globalist et Mirage News.

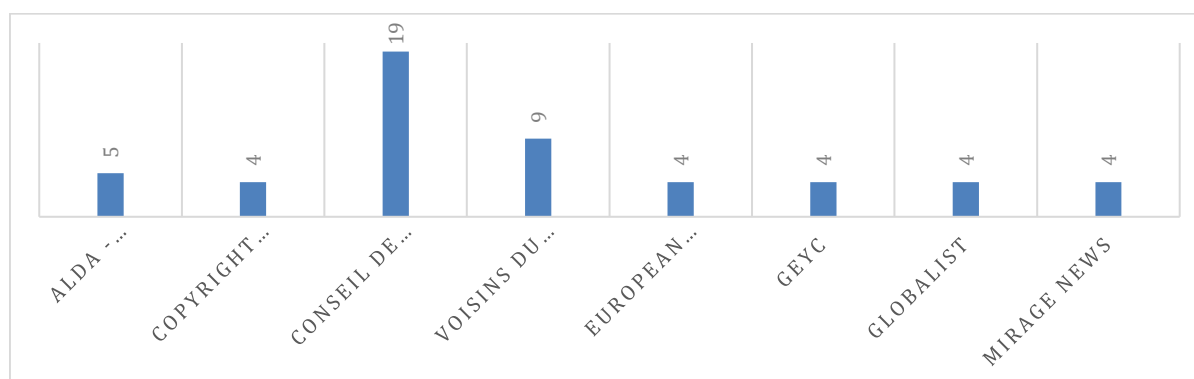


Figure35 : Nombre de publications incluant l'ECN par grands comptes

5. Résultats des activités menées dans les États membres

Ce chapitre présente les résultats et les retombées des activités menées dans les États membres par les autorités publiques, les promoteurs de l'ECN et d'autres parties prenantes tout au long de l'Année européenne, avec un aperçu supplémentaire d'une sélection de 15 activités, sur la base d'une recherche documentaire, d'entretiens avec les organisateurs et d'enquêtes auprès des participants.

5.1 Sensibilisation et diffusion

Les activités de sensibilisation et de diffusion ont constitué le groupe le plus représenté, tant en termes d'activités déclarées que de participation. Les sept conférences ayant communiqué le nombre de participants ont réuni au total 440 participants, répartis de manière assez homogène. Les formations ont accueilli entre 14 et 7 000 participants, tandis que les semaines thématiques ont systématiquement affiché des chiffres de participation élevés. Les webinaires et ateliers ont attiré en moyenne 240 participants, sans distinction claire entre les données agrégées et désagrégées. Enfin, les publications et les campagnes en ligne ont bénéficié d'une visibilité considérable : celles promues par la Turquie ont atteint 13 000 et 55 000 vues, tandis que les campagnes de la France et de l'Espagne ont reçu respectivement 9,6 millions et 4 000 vues.

Quatre activités classées comme initiatives de sensibilisation ont été sélectionnées pour recueillir des informations complémentaires par le biais de consultations, dont les éléments clés sont présentés ci-dessous.

Tableau5 : Résultats des activités sélectionnées – sensibilisation et diffusion

Turquie – Projet scolaire « Near Miss Me »	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	Le projet visait à améliorer les connaissances des enfants sur le monde numérique et à leur offrir un espace sûr pour exprimer leurs préoccupations. L'activité a été entièrement organisée par l'école d'accueil sous la direction de Razie Güneş, la créatrice de l'initiative. Elle a constaté que les enfants avaient souvent du mal à identifier les risques auxquels ils sont confrontés dans les environnements numériques et, de plus, ne se sentaient pas à l'aise pour partager les problèmes qu'ils rencontraient. C'est à partir de ce constat qu'elle a conçu l'activité.
Objectifs de l'Année européenne	L'activité s'inscrit dans les trois objectifs clés de l'Année européenne : sensibiliser, améliorer la compréhension et faciliter l'accès aux ressources.
Mise en œuvre	Les enseignants ont d'abord suivi une formation sur le sujet et reçu des instructions sur la manière de communiquer efficacement avec les élèves. Par la suite, les élèves ont été

	initiés au site et invités à partager leurs préoccupations de manière anonyme. Cette approche a permis la mise en place d'un système d'alerte précoce, les problèmes soulevés étant abordés en classe. Les enfants ont été rassurés et ont appris à réagir face à des situations potentiellement risquées avant que celles-ci ne s'aggravent.
Résultats	Le projet a été considéré comme un succès : les élèves ont commencé à faire confiance au système et ont appris qu'ils pouvaient demander de l'aide par l'intermédiaire de l'école. De plus, le niveau de sensibilisation a augmenté tant chez les élèves que chez les parents, et la coopération entre les écoles, les familles et les experts externes s'est renforcée.
Financement	Il est à noter qu'aucun financement supplémentaire n'a été nécessaire, le projet ayant été mené à bien grâce aux ressources scolaires existantes (enseignants et conseillers) et aux Contributions volontaires d'acteurs externes (par exemple, des ateliers animés par la police).
Point de vue des participants	Une enquête a été diffusée par l'équipe d'évaluation ; la plupart des personnes interrogées (12 sur 15) avaient participé directement à des projets de promotion de l'éducation à la citoyenneté numérique avant « Near miss me » et toutes comprenaient très bien ou assez bien ce concept. De même, elles ont toutes jugé le projet utile (extrêmement utile : 29 %, très utile : 71 %). En effet, 14 des 15 personnes interrogées ont déclaré que leur compréhension des principes de l'éducation à la citoyenneté numérique s'était constamment améliorée.
Roumanie – Semaine européenne de la citoyenneté numérique	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	L'activité consistait en une campagne visant à rapprocher l'ECN des jeunes et des éducateurs. Le GEYC a coordonné l'ensemble de la campagne. Tout d'abord, l'organisation a rédigé une note conceptuelle pour clarifier ses objectifs et la manière de les atteindre, puis elle a créé des ressources pertinentes sur une page web dédiée. De plus, le GEYC a apporté son soutien aux organisateurs des activités menées dans le cadre de la campagne. Le GEYC a également publié un rapport d'effet, mettant l'accent sur l'effet au niveau individuel mais aussi sur les prochaines étapes, telles que le type de soutien et de formation nécessaires.
Objectifs de l'Année européenne	L'activité a contribué aux objectifs suivants de l'Année européenne : sensibilisation, collaboration intersectorielle (grâce à des partenariats avec d'autres ONG, écoles, institutions et décideurs politiques), politique à long terme (pas encore très visible bien que des mesures soient prises dans ce sens).
Mise en œuvre	L'initiative a débuté par une semaine de formation en présentiel en Roumanie, au cours de laquelle les participants ont appris à concevoir et à mettre en œuvre des activités dans leurs contextes locaux. Par la suite, les participants ont mené des activités locales en s'appuyant sur les méthodologies et les plans d'action élaborés pendant la semaine de formation. Afin d'élargir encore la portée de l'initiative, une campagne en ligne a été lancée, offrant un accès à des ressources et une visibilité à ceux qui souhaitaient organiser des activités dans leurs contextes locaux.
Résultats	La campagne a été un succès : elle a permis de mieux faire connaître les thèmes liés à l'ECN et d'ouvrir un dialogue avec les décideurs politiques. Cependant, le rapport d'effet montre également qu'il reste encore du travail à accomplir pour élargir la portée de l'activité et permettre à tous les élèves de participer à des activités similaires. Ce même rapport recommandait d'intégrer l'ECN dans les programmes scolaires au niveau national.
Financement	Le financement a été obtenu grâce à l'accréditation Erasmus+ du GEYC pour les activités de jeunesse et au Corps européen de solidarité (l'un des projets développés par les volontaires était également lié à la semaine du GEYC).
Point de vue des participants	Une enquête menée par le GEYC a montré que la plupart des participants ont fait état d'une amélioration de leurs connaissances, notamment dans des domaines tels que la reconnaissance des fausses informations, la protection des données personnelles et la participation constructive aux communautés en ligne. De plus, beaucoup ont déclaré que les ateliers avaient changé leur façon de percevoir leur présence en ligne.
Albanie – Conférence « Mondialisation et intégration dans l'éducation contemporaine »	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	L'objectif principal de la conférence était d'aller au-delà d'une simple discussion académique et de contribuer à l'amélioration du système éducatif en modernisant l'école en Albanie, dans le cadre de l'ECN, conformément aux valeurs démocratiques et aux

	normes numériques fixées par le Conseil de l'Europe. Les quatre domaines abordés étaient les suivants : promouvoir la citoyenneté numérique et la culture de l'intelligence artificielle (IA), renforcer la gouvernance démocratique des établissements scolaires, assurer le développement professionnel des éducateurs et faciliter la coopération régionale et internationale.
Objectifs de l'Année européenne	La conférence a directement mis en œuvre la stratégie éducative « Les apprenants d'abord » 2024-2030 du Conseil de l'Europe en mettant l'accent sur un enseignement centré sur l'élève et sur l'empathie dans la communication. Elle a contribué à renforcer de nombreux objectifs de l'Année européenne, notamment en sensibilisant le public et en améliorant la visibilité thématique, en encourageant la collaboration intersectorielle, en promouvant des politiques à long terme et en améliorant l'accès aux ressources
Mise en œuvre	La conférence est un événement bien établi organisé chaque année. Elle a suivi un format structuré qui allie des séances plénières de haut niveau à des ateliers thématiques intensifs, ainsi qu'à des sessions spécifiques animées par les départements universitaires (Centre de recherche en éducation, sciences sociales et éducation civique, Méthodologie de l'enseignement, Éducation physique, Psychologie).
Résultats	La conférence a largement atteint ses objectifs, tant en termes de volume que de qualité et de pertinence des résultats. Des améliorations sont visibles d'année en année, certains des articles présentés lors des conférences proposant également des solutions concrètes. La conférence a couvert avec succès les quatre domaines thématiques ciblés.
Financement	Cette activité a été mise en place grâce à un modèle durable de partage des coûts et de coopération internationale. L'université Aleksandër Xhuvani a joué un rôle moteur en fournissant les ressources organisationnelles indispensables, le lieu d'accueil et le cadre conceptuel de l'événement. Le soutien international a été apporté par le Conseil de l'Europe et l'ASDI.
Point de vue des participants	Une enquête a été diffusée par l'équipe d'évaluation. Sur les deux personnes interrogées, l'une avait été directement impliquée dans des activités de promotion de l'ECN, tandis que l'autre en avait seulement entendu parler ; toutefois, toutes deux ont déclaré avoir une certaine compréhension de l'ECN. Elles ont trouvé la conférence utile, estimant que leurs connaissances s'étaient modérément ou légèrement enrichies. Cependant, après l'événement, une seule d'entre elles a organisé une autre activité pour promouvoir l'éducation à la citoyenneté numérique.
Finlande – Conférence « Éducation aux médias et éducation à la démocratie pour la résilience sociétale »	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	La conférence a été organisée par le département de l'éducation de la petite enfance, de l'éducation de base et de la formation continue des adultes au sein du ministère, afin de réunir les parties prenantes nordiques et de partager des pratiques et des expériences dans le domaine de l'éducation, en particulier en ce qui concerne la combinaison de l'éducation aux médias à l'ère numérique avec l'éducation à la démocratie et les compétences civiques. Elle s'est appuyée sur le Cadre de référence des compétences pour la culture démocratique du Conseil de l'Europe.
Objectifs de l'Année européenne	La conférence a répondu à bon nombre des objectifs de l'Année européenne de l'éducation aux médias et à la démocratie, tels que la sensibilisation, l'amélioration de la compréhension, la collaboration intersectorielle et le soutien à une politique à long terme dans les domaines de l'éducation aux médias et de l'éducation à la démocratie. Bien que la mise en place d'une politique à long terme soit déjà un objectif bien établi de la collaboration nordique, la conférence a permis d'harmoniser et de renforcer les travaux en cours dans ce domaine.
Mise en œuvre	Au cours de sa présidence du Conseil nordique des ministres, la Finlande, en collaboration avec sa région autonome des îles Åland, a mis l'accent sur la résilience civique comme thème principal de l'année, ce qui s'inscrit dans le prolongement des efforts en cours dans le domaine de l'éducation. La conférence a été organisée dans ce contexte afin de promouvoir la coopération entre les parties prenantes nordiques. Elle a également impliqué des ONG et des représentants d'autres secteurs et a fourni un large aperçu des travaux en cours dans la région.
Résultats	Les organisateurs ont qualifié le programme de grande qualité et ont estimé qu'il avait réussi à aborder les thèmes inclus dans la présidence de la région nordique. La participation a également été forte, ce qui indique que les objectifs ont été largement atteints. Cependant,

	la conférence doit être considérée comme une étape dans une série d'événements plutôt que comme une initiative isolée. Sa valeur réside dans le fait qu'elle offre une plateforme permettant aux parties prenantes de se rencontrer, d'échanger des idées et de renforcer leur collaboration.
Financement	La conférence a été financée par le Conseil nordique des ministres dans le cadre du programme de la présidence Finno-Ålandaise.
Point de vue des participants	L'organisateur a communiqué les données agrégées issues de son propre questionnaire. Tous les participants interrogés ont indiqué que le programme les intéressait et qu'ils étaient globalement satisfaits de l'événement.

Bien que les quatre activités examinées aient présenté des différences considérables en termes de typologie (projet scolaire local, semaine thématique et deux conférences) et d'organismes organisateurs (enseignants locaux, organisation à but non lucratif, université et département ministériel), elles partageaient toutes l'objectif principal de sensibiliser aux principes de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (EFTLV). Les objectifs supplémentaires comprenaient une meilleure compréhension de l'EFTLV, un meilleur accès aux ressources, le renforcement de la collaboration intersectorielle et la promotion de l'élaboration de politiques à long terme. Toutes les activités ont été jugées fructueuses par leurs organisateurs, même s'il a été reconnu qu'elles ne constituaient qu'une première étape et que des efforts supplémentaires étaient encore nécessaires ; par exemple, ces événements devraient être élargis pour inclure tous les élèves, tant en termes d'âge que de couverture géographique, ou les thèmes abordés devraient être approfondis.

Malheureusement, il n'a été possible de recueillir les points de vue des participants que dans deux cas ; toutefois, ceux-ci ont indiqué une meilleure compréhension des principes de l'ECN et ont confirmé la pertinence des activités.

5.2 Formation initiale et continue des enseignants

La formation initiale et continue des enseignants a constitué un volet important du programme, avec 84 activités organisées. Des chiffres de participation ont été communiqués dans la plupart des cas, avec une moyenne de 522 participants, le nombre le plus élevé s'élevant à 6 000 et le plus bas à 5. Plus précisément, la participation aux conférences variait de 70 à 1 500 personnes, une variation similaire étant observée pour les cours en ligne (86 à 6 000), tandis que les seuls cours en présentiel ont enregistré 40 participants. Les sessions de formation ont attiré entre 5 et 120 participants, avec trois valeurs aberrantes notables de 6 000, 2 000 et 600 participants, respectivement. Une tendance similaire a été observée pour les webinaires et les ateliers, qui comptaient en moyenne 80 participants, à l'exception de deux événements ayant déclaré des chiffres agrégés pour une série de laboratoires et d'ateliers (respectivement 1 300 et 2 050 participants). Quatre activités ont été sélectionnées pour un examen plus approfondi ; le tableau ci-dessous présente les informations recueillies lors des consultations.

Tableau6 : Résultats des activités sélectionnées – formation initiale et continue des enseignants

Italie – Cours « Innovamenti Digital Citizen »	
Description de l'activité et rôle de l'organisme organisateur	L'activité visait à promouvoir l'utilisation responsable des technologies numériques et à développer des compétences de citoyenneté numérique active, permettant aux enseignants de surmonter les défis liés à leur utilisation. En outre, le cours visait à promouvoir le cadre l'ECN. Le cours a été organisé par l'Unité de mission du ministère de l'Éducation et du Mérite, qui a veillé à ce que le parcours de formation soit aligné sur les lignes directrices stratégiques européennes en matière de l'ECN. Cet alignement a été rendu possible grâce au promoteur de l'ECN, qui a servi de lien entre le ministère et le Conseil de l'Europe.
Objectifs de l'Année européenne	La formation a contribué à la diffusion du cadre l'ECN et a renforcé le lien entre les politiques éducatives européennes et la pratique pédagogique quotidienne, offrant ainsi une représentation plus concrète du Conseil de l'Europe. Ce résultat a été encore renforcé par la participation, lors de l'événement de clôture de la formation de l'année dernière, d'un représentant du Conseil de l'Europe chargé de la communication.

Mise en œuvre	Le cours était accessible sur la plateforme PNRR <i>Scuola Futura</i>, où tous les enseignants pouvaient accéder aux ressources en fonction de leurs besoins. Les ressources comprenaient à la fois des contenus théoriques et des activités plus engageantes et créatives. De plus, les enseignants pouvaient solliciter l'aide de l'<i>Équipe Formative Territoriale</i>, qui mettait à leur disposition un expert qualifié, soit en personne, soit en ligne. Cet expert pouvait animer une activité d'ECN en classe ou aider l'enseignant à concevoir et à développer sa propre activité.
Résultats	Le cours a été considéré comme une réussite en raison du niveau élevé de participation, avec plus de 2 000 enseignants impliqués dans le projet et plus de 400 activités mises en œuvre dans les dix domaines de l'ECN. De plus, le cours a été dispensé pour une deuxième année, attirant un nombre encore plus important de participants.
Financement	Le budget de cette activité relève des mesures du Plan national de relance et de résilience (PNRR) consacrées à la transition numérique et à la formation des enseignants.
Point de vue des participants	L'organisateur a diffusé l'enquête de l'équipe d'évaluation. Sur la base des quelque 80 réponses recueillies, la majorité des participants avait déjà pris part à des activités liées à l'ECN avant le cours ; par conséquent, leur niveau de compréhension était relativement élevé, seuls 4 % des répondants déclarant n'avoir aucune connaissance préalable de l'ECN. Néanmoins, tous les participants ont trouvé le cours utile, et tous sauf un ont signalé au moins une légère amélioration de leurs connaissances.
Ukraine – Cours « École démocratique : éducation pour une durabilité démocratique »	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	Ce cours s'inscrit dans le cadre d'un projet mené depuis 2015 qui vise à soutenir les réformes éducatives démocratiques en Ukraine et à promouvoir la culture de la démocratie par l'éducation. En 2025, le Centre européen Wergeland (EWC) a lancé et promu deux cours à rythme libre. Le premier cours a pour objectif d'aider les écoles à rendre l'enseignement en ligne attrayant, dynamique, efficace et sûr, tandis que le second vise à encourager les professionnels de l'éducation à créer un environnement numérique sûr et à favoriser les compétences sociales et civiques. L'EWC a également développé les supports pédagogiques et les a filmés avec le soutien de la plateforme d'apprentissage en ligne Prometheus.
Objectifs de l'Année européenne	Ces cours ont été élaborés et dispensés principalement pour sensibiliser et améliorer la compréhension de l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV).
Mise en œuvre	L'élaboration de chaque cours a pris environ cinq mois, après quoi ils ont été mis en ligne sur Prometheus.org.ua et peuvent être suivis à son propre rythme puisqu'ils sont disponibles en continu.
Résultats	Le cours a atteint les objectifs fixés, avec une moyenne de 20 000 participants.
Financement	Le projet est financé par Norad/le gouvernement norvégien.
Point de vue des participants	L'enquête n'a pas pu être menée.
France – Webinaire « Citoyens numériques et si on parlait vraiment de vos données ? »	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	Ce webinaire, le premier d'une série, s'inscrivait dans le cadre d'un ensemble plus large d'actions et de partenariats visant à mettre en avant les dix domaines de l'éducation et de la formation numériques (l'ECN). Cet ensemble s'appuie sur une structure de gouvernance étendue associant la Direction numérique de l'éducation (DNE), la Délégation aux relations européennes, internationales et à la coopération (DREIC) et la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO). Le webinaire lui-même a été coorganisé par le ministère et promu sur LinkedIn et sur la plateforme Magistère (plateforme de formation du ministère de l'Éducation destinée aux enseignants).
Objectifs de l'Année européenne	Le webinaire a permis de mieux faire connaître plusieurs compétences de l'ECN et d'améliorer la compréhension des participants grâce à la diffusion de ressources pertinentes. Il a également renforcé les partenariats, car l'intensification des échanges au sein de la communauté a encouragé davantage de parties prenantes à s'intéresser au sujet et à contribuer à son développement.
Mise en œuvre	La préparation du webinaire a été dirigée par Philippe Ajuelos, du ministère, et Carina Chatain, de la CNIL, et s'est concentrée sur la culture des données et l'utilisation responsable des données publiques dans l'éducation. L'initiative visait à aider les

	enseignants à identifier et à utiliser les données publiques disponibles pour répondre aux besoins des communautés éducatives. Elle s'inscrivait dans le cadre du Plan d'action « Données, algorithmes et codes sources » 2024-2027 et des travaux plus larges de développement d'une plateforme de données pour le ministère de l'Éducation nationale, comprenant des visualisations et des infographies. Toutes les ressources présentées lors du webinaire ont été mises à disposition dans l'enregistrement afin de soutenir la poursuite de la mise en œuvre et l'engagement des enseignants.
Résultats	Le webinaire a été considéré comme un succès avec 80 participants et 186 enseignants ayant visionné l'enregistrement ; ce nombre a augmenté lors des webinaires suivants. Cependant, la participation est encore loin d'atteindre l'ensemble des 860 000 enseignants en France.
Financement	Le webinaire s'inscrivait dans le cadre des activités du ministère, aucun budget supplémentaire n'a donc été nécessaire.
Point de vue des participants	L'enquête n'a pas pu être menée.
Portugal – Formation des enseignants	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	L'objectif de cette activité était de sensibiliser davantage les enseignants issus de milieux et de disciplines variés à la citoyenneté numérique. La formation a été organisée en collaboration avec le centre de formation officiel du ministère de l'Éducation, qui est chargé de l'ensemble du soutien administratif, de la communication et de la diffusion auprès des différents regroupements scolaires. Il s'est également occupé des inscriptions et de la certification, tandis que la conception, la mise en œuvre et l'évaluation ont été assurées par le promoteur de l'ECN interrogé. Les regroupements scolaires ont joué un rôle important dans la diffusion de la formation auprès de leurs enseignants et dans la promotion de l'activité.
Objectifs de l'Année européenne	Le cours a pour objectif principal de sensibiliser à l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV), mais il a également contribué à renforcer la collaboration intersectorielle, puisque les enseignants provenaient de 18 groupes scolaires différents.
Mise en œuvre	Le cours s'appuyait sur le manuel rédigé par le Conseil de l'Europe et s'inscrivait dans le cadre de la stratégie nationale portugaise d'éducation à la citoyenneté. Chaque cohorte a dû suivre un atelier de formation de 30 heures combinant 15 heures de sessions en présentiel et 15 heures de travail autonome. Les sessions en présentiel comprenaient des apports théoriques sur la culture numérique, avec un accent particulier sur l'éthique et la participation civique. Celles-ci étaient complétées par des tâches pratiques et des activités de mise en œuvre en milieu scolaire. Les participants devaient planifier une activité, la mettre en œuvre dans leur contexte scolaire et fournir des preuves de sa réalisation. Cela comprenait un rapport écrit et les retours recueillis auprès des apprenants.
Résultats	Les objectifs ont été pleinement atteints par les deux cohortes, comme l'ont montré le questionnaire et les travaux qu'elles ont réalisés.
Financement	Les deux cohortes ont été financées par Algarve 2030, un fonds du CFAE dédié au soutien des initiatives régionales de développement professionnel, en lien avec la transformation numérique et l'éducation à la citoyenneté.
Point de vue des participants	Deux enquêtes ont été menées pour évaluer les activités, toutes deux ayant donné lieu à des retours positifs. L'enquête réalisée par les organisateurs a fait état de niveaux de satisfaction élevés dans tous les domaines, les participants se disant confiants dans leur capacité à mettre en pratique les connaissances acquises pendant la formation et à les diffuser auprès de leurs pairs. La deuxième enquête, menée par l'équipe d'évaluation, s'est concentrée sur les connaissances des participants en matière d'éducation à la citoyenneté numérique avant et après la formation. Avant la formation, moins de 50 % des 10 répondants avaient été directement impliqués dans des activités promouvant l'ECN, et plus de la moitié ont déclaré n'avoir qu'une compréhension partielle du concept. À l'issue de la formation, presque tous les participants ont indiqué une amélioration de leur niveau de compréhension, un seul répondant faisant état d'une augmentation modérée.

Toutes les formations s'adressent au même groupe cible et partagent des objectifs similaires : elles visent à renforcer les compétences numériques et la sensibilisation des enseignants en les familiarisant avec les

ressources existantes et en adaptant les cadres théoriques à des contextes de classe plus concrets. Par exemple, tant en Italie qu'au Portugal, l'accent a été mis sur les activités en classe que les enseignants peuvent élaborer et mettre en œuvre ; au Portugal, l'élaboration d'une telle activité était même obligatoire pour valider la formation.

Il est toutefois intéressant de noter des différences dans les approches de mise en œuvre. Alors qu'en Italie, la portée était plus large, pouvant concerner des enseignants à l'échelle nationale, au Portugal, le programme ciblait un groupe d'enseignants plus restreint, ce qui a permis une formation plus présentielle. L'Italie, quant à elle, a remédié au manque d'interaction directe caractéristique des cours enregistrés en s'appuyant sur les Équipes Formatives Territoriales pour fournir un soutien et un retour d'information. De même, la France a également adopté une approche à grande échelle, visant à créer un réseau où les enseignants peuvent accéder à tous les supports et ressources nécessaires.

5.3 Élaboration et mise en œuvre du projet

Dix-sept pays ont organisé au moins une activité classée dans la catégorie « élaboration et mise en œuvre de projets ». Parmi ces activités, neuf ont communiqué le nombre de participants. La participation était généralement limitée à 15 à 30 personnes, avec trois exceptions notables : une conférence au Portugal réunissant 120 participants ; un projet dans le même pays impliquant 390 participants ; et une campagne éducative en Arménie touchant environ 2 000 enseignants coordinateurs, 6 000 élèves et quelque 5 000 étudiants. Des représentants de deux activités menées en Géorgie et en Slovaquie ont été interrogés ; les informations les plus significatives recueillies sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Résultats d'activités sélectionnées – élaboration et mise en œuvre de projets

Géorgie – appel à candidatures	
Description de l'activité et rôle de l'organisme	Le Centre national pour le développement professionnel des enseignants a fait de l'ECN une priorité à long terme, et l'appel à candidatures s'inscrivait dans le cadre d'un plan national plus large. En effet, l'agence a commencé à promouvoir les activités d'ECN dès la fin de l'année 2024, avant même le lancement officiel de l'Année européenne. Ce démarrage précoce a été facilité par une importante conférence annuelle en Géorgie liée au programme eTwinning, qui a servi de plateforme pour présenter et promouvoir l'ECN.
Objectifs de l'Année européenne	Le Centre national pour le développement professionnel des enseignants a immédiatement fait de l'ECN une priorité, cherchant à l'intégrer à d'autres priorités nationales par le biais de programmes transversaux. L'objectif était d'aborder tous les domaines de l'ECN dans une perspective à long terme, de sorte que le Centre a contribué à faire progresser les objectifs de l'Année européenne.
Mise en œuvre	L'ECN a été promue comme une priorité transversale aux côtés d'autres priorités nationales, ce qui signifie que tous les projets sont conçus avec une large portée afin de maximiser l'effet et l'intégration entre les secteurs. L'appel à candidatures spécifique examiné visait à soutenir la mise en réseau des écoles en favorisant la communication entre les différents établissements et en encourageant le partage de bonnes pratiques. En outre, il cherchait à aider les écoles à concevoir et à mettre en œuvre une approche globale intégrant les domaines de l'ECN.
Résultats	Les objectifs plus larges et plus globaux n'ont pas encore été pleinement atteints, car ils nécessitent des efforts prolongés et continus. Cependant, des mesures concrètes ont été prises. Par exemple, les résultats d'apprentissage du Guide de l'ECN et la Recommandation du Conseil de l'Europe sur l'ECN ont été traduits en géorgien et sont activement utilisés par les enseignants et les chefs d'établissement. De plus, les projets scolaires servent d'exemples visibles du travail en cours.
Financement	L'ECN a été intégrée au programme eTwinning et, à ce titre, a bénéficié d'un financement accordé par la Commission européenne pour les activités eTwinning. De plus, des ressources provenant du budget annuel de l'agence (fonds publics) ont été allouées pour soutenir les initiatives liées à l'ECN.
Point de vue des participants	L'enquête n'a pas pu être menée.

Slovénie – appel à candidatures	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	Le ministère de l'Éducation a joué un rôle central tant dans la conception que dans la mise en œuvre de l'activité, couvrant tous les thèmes pertinents dans le cadre de l'ECN. Dans le cadre du projet, le ministère était chargé de préparer l'appel à candidatures et d'ancrer l'initiative dans les développements nationaux plus larges liés à l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV). Plus largement, le ministère sert de trait d'union entre les différentes organisations éducatives, veillant à ce que les résultats du projet et les initiatives développées au cours de l'Année européenne soient intégrés dans le système éducatif et parviennent efficacement aux écoles. De cette manière, l'EFTLV est promue comme une priorité clé pour l'avenir de l'éducation.
Objectifs de l'Année européenne	Le projet avait deux objectifs principaux liés à l'Année européenne : sensibiliser aux contenus de l'ECN dans les trois domaines, y compris la révision et l'adaptation des supports du Conseil de l'Europe au système éducatif et aux programmes scolaires slovènes, et promouvoir la coopération entre les parties prenantes en constituant un consortium solide d'organisations reconnues afin de coordonner les activités et d'assurer leur poursuite au-delà de l'Année européenne.
Mise en œuvre	Plusieurs activités ont été mises en œuvre pour atteindre les objectifs généraux fixés pour le projet. Une activité clé a consisté à réviser les supports du Conseil de l'Europe et à les utiliser pour élaborer des recommandations à l'intention des écoles slovènes, en mettant l'accent sur le DCE Planner et les acquis d'apprentissage. Les résultats ont été traduits en ressources destinées aux parents et aux éducateurs, avec une attention particulière accordée à l'implication des parents par le biais de réunions organisées dans les écoles, notamment dans les écoles maternelles. En outre, un réseau de 30 représentants d'organisations slovènes a été mis en place pour coordonner et suivre la mise en œuvre des activités de l'ECN dans les années à venir, se réunissant régulièrement pour assurer la continuité. Enfin, en 2026, la Slovénie a lancé un Centre national pour un Internet plus sûr dans le cadre du programme « Better Internet for Kids », menant des études à grande échelle sur la sécurité en ligne impliquant plus de 5 000 élèves, et fournissant un aperçu actualisé de l'ECN dans le pays.
Résultats	Le projet a été couronné de succès, car il a permis de renforcer les liens entre les différentes organisations et d'atteindre tous les objectifs fixés. Il faudra toutefois davantage de temps pour constater un effet concret.
Financement	Le projet de l'ECN a été mis en œuvre conformément au plan national d'éducation numérique, qui est entièrement financé par la Facilité pour la reprise et la résilience. Dans ce contexte, aucun cofinancement national n'était requis.
Point de vue des participants	L'enquête n'a pas pu être menée.

Il est intéressant de noter que les deux pays ont intégré les principes de l'ECN dans des programmes nationaux plus larges comprenant un éventail d'activités ciblant les élèves, les enseignants, les parents et le grand public. Cela montre que l'ECN n'est pas considérée comme une initiative isolée, mais comme faisant partie d'une stratégie nationale plus globale. Dans les deux cas, l'ECN est également définie comme une priorité à long terme plutôt que comme un axe temporaire lié à l'Année européenne, ce qui nécessite des efforts soutenus dans le temps.

Dans le premier cas, des efforts ont été déployés pour mettre en place un groupe de parties prenantes concernées afin de promouvoir en permanence l'ECN. Dans l'autre cas, l'ECN a été directement intégrée à d'autres priorités nationales, garantissant ainsi qu'elle puisse être développée et pérennisée dans les années à venir.

5.4 Élaboration de politiques et de programmes d'études

L'élaboration de politiques et de programmes d'études constituait l'objectif principal de 16 activités. Malgré le nombre assez élevé d'activités, peu d'entre elles comprenaient une mesure d'effet. Néanmoins, deux activités ont communiqué le nombre de participants : le programme de réforme universitaire en Arménie, avec environ 100 participants par an au cours consacré à l'ECN, et un cours en ligne sur l'ECN organisé par l'Italie, qui a

mobilisé près de 2 000 enseignants. Afin de recueillir davantage d'informations, des consultations ont été menées pour trois activités, présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau8 : Résultats d'activités sélectionnées – élaboration de politiques et de programmes d'études

Arménie – Modification des programmes universitaires	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	L'objectif principal de l'activité était de moderniser et de réformer les programmes de licence et de master de la Faculté de journalisme de l'Université d'État d'Erevan, en mettant fortement et systématiquement l'accent sur l'ECN. L'université a joué un rôle central tant dans la conception que dans la mise en œuvre de l'activité. Elle a coordonné le processus de modernisation des programmes d'études, en veillant à ce que la citoyenneté numérique soit introduite comme matière fondamentale au sein du programme de master. Elle a facilité l'implication des enseignants.
Objectifs de l'Année européenne	Les activités ont directement soutenu les objectifs de l'Année européenne en sensibilisant, en améliorant la compréhension, en assurant une intégration à long terme dans les programmes d'études et en favorisant la collaboration intersectorielle. L'initiative a assuré une continuité entre les niveaux d'enseignement et a permis d'ancrer structurellement l'ECN dans les programmes universitaires.
Mise en œuvre	En mai 2025, le programme de licence en journalisme a obtenu une subvention universitaire pour l'amélioration des programmes d'études. Un groupe de travail a été mis en place pour repenser les cours clés. Deux cours fondamentaux de niveau licence, « Journalisme numérique » et « Réglementation et autorégulation des médias », ont été entièrement restructurés, intégrant des modules substantiels de l'ECN. Les cours actualisés comprennent des modules dédiés aux droits numériques, à la participation en ligne responsable et à l'engagement civique numérique. Au niveau du master, l'ECN a été introduite comme matière fondamentale dans le programme d'études modernisé et intégrée à la recherche universitaire. Trois mémoires de licence et un mémoire de master ont été réalisés dans le cadre de l'ECN.
Résultats	La refonte du programme d'études peut être qualifiée de succès. Le cours de culture médiatique dispensé à l'échelle de l'université a considérablement élargi son volet de l'ECN, en mettant l'accent sur la sécurité numérique, la responsabilité en ligne et l'engagement critique. À l'automne 2025, 25 étudiants issus de sept facultés ont participé au cours. Au printemps 2026, la participation est passée à 141 étudiants issus de 14 facultés. Au total, 166 étudiants ont participé directement au cours au cours de l'année universitaire 2025-2026.
Financement	L'activité a été financée par une subvention accordée par l'université, qui a soutenu la modernisation et la réforme du programme d'études de la faculté de journalisme.
Point de vue des participants	L'organisateur a diffusé l'enquête de l'équipe d'évaluation. Avant l'activité, un seul participant avait déjà pris part à des activités d'éducation à la citoyenneté numérique ; cependant, tous les participants ont indiqué que l'éducation à la citoyenneté numérique leur semblait assez claire. Tous ont convenu que le cours était très ou extrêmement utile et que leur compréhension s'était considérablement améliorée.
Belgique - Document d'orientation sur l'éducation à la citoyenneté numérique dans l'EFP	
Description de l'activité et rôle de l'organisateur	Le document d'orientation sur l'ECN constitue le résultat final et principal d'une série d'activités promues au sein du réseau de l'organisateur (réseau EVTA) dans le cadre d'une subvention de fonctionnement pour l'EFP. Son objectif était d'explorer comment intégrer directement les principes de l'ECN dans les écosystèmes et les programmes d'EFP, en aidant les apprenants à naviguer dans les environnements numériques de manière éthique et responsable et en contribuant à une société numérique plus inclusive et démocratique. L'EVTA a mis en place une stratégie triennale axée sur l'engagement politique ; elle vise à tirer parti des politiques menées au niveau de l'UE en comblant le déficit de connaissances et en renforçant les capacités des ressortissants nationaux et des membres de l'EVTA en matière de politique, afin qu'ils puissent participer activement aux processus d'élaboration des politiques. Elle a joué un rôle de facilitateur entre les nombreuses parties prenantes concernées. Elle a organisé la table ronde, rédigé le script, défini le déroulement des opérations et établi l'ordre du jour, contacté les intervenants et entretenu des contacts avec

	les institutions européennes. L'EVTA a également joué un rôle clé dans la diffusion du document d'orientation.
Objectifs de l'Année européenne	Les objectifs des activités s'inscrivaient directement dans la lignée des intentions de l'Année européenne en matière de sensibilisation à l'ECN et à son importance dans le contexte actuel. Elles visaient également à améliorer la compréhension de l'ECN en positionnant les systèmes d'enseignement et de formation professionnels comme une institution civique clé à l'ère numérique. Enfin, la table ronde avait pour but de renforcer la collaboration intersectorielle en réunissant les institutions européennes et un réseau large et diversifié de parties prenantes.
Mise en œuvre	Tout a commencé par la table ronde politique organisée dans le cadre de la subvention de fonctionnement de l'EVTA, au titre de l'une de ses stratégies piliers spécifiques. La table ronde a réuni environ 40 participants, regroupant des parties prenantes issues de différents secteurs et horizons. Le contenu de l'événement s'articulait autour de plusieurs éléments clés. Afin d'assurer une perspective institutionnelle et d'apporter un point de vue politique sur les compétences, l'inclusion et la dimension sociale de l'enseignement professionnel, le député européen Branislav Ondruš a été invité. Pour garantir également l'alignement conceptuel avec l'approche de l'ECN du Conseil de l'Europe, l'un des intervenants était Villano Qiriazzi, chef du département de l'éducation au Conseil de l'Europe. Après la session principale, quatre ateliers ont été organisés, axés sur des thèmes spécifiques et animés par des experts dans chaque domaine.
Résultats	L'EVTA a atteint ses objectifs et a contribué à élargir la portée de l'Année européenne. La sensibilisation a porté non seulement sur les connaissances et les compétences nécessaires pour réussir dans la société numérique, mais aussi sur les principes démocratiques et les comportements responsables en ligne. De plus, l'EVTA a pu discuter de stratégies concrètes pour intégrer l'éducation aux médias numériques dans les programmes d'enseignement et de formation professionnels et utiliser cette année comme levier pour donner aux éducateurs les moyens de favoriser un engagement inclusif et éthique dans les espaces numériques.
Financement	Toutes les activités ont été financées par la subvention de fonctionnement de l'EVTA. Il s'agit d'un programme triennal (qui s'achèvera en décembre 2025) appelé « VIP Next », cofinancé par la Commission européenne et le Conseil de l'Europe.
Point de vue des participants	L'organisateur a partagé les données agrégées issues de son propre questionnaire, montrant que 85 % des participants ont déclaré avoir acquis des connaissances supplémentaires sur l'ECN au cours des activités, et que tous ont trouvé les informations partagées utiles.
Serbie – Réforme du programme scolaire national	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	L'objectif principal de la réforme du programme scolaire était d'intégrer l'ECN dans toutes les matières afin que les enfants développent des compétences transversales telles que la coopération, la communication, la participation responsable à la vie démocratique et l'ECN. Dans le système éducatif, le ministère de l'Éducation est le principal décideur politique, tandis que des agences spécialisées sont chargées de la mise en œuvre. Les principales responsabilités de l'agence en charge de cette activité comprennent la conception des programmes scolaires, le soutien aux enseignants par le biais du développement professionnelle, et la contribution à l'élaboration de supports pédagogiques et d'outils d'évaluation.
Objectifs de l'Année européenne	Cette activité a permis de sensibiliser les enseignants, mais aussi de promouvoir chacun des objectifs de l'Année européenne auprès des élèves. De plus, elle a amélioré l'accès aux ressources en créant un portail destiné à aider les enseignants à accéder à des supports pertinents et à intégrer les acquis de l'ECN dans leur enseignement.
Mise en œuvre	La réforme des programmes scolaires est mise en œuvre dans le cadre d'un processus à long terme et à plusieurs niveaux. Elle a débuté dans certaines classes du primaire et du secondaire et devrait s'étendre à tous les niveaux. Les enseignants reçoivent des programmes axés sur les résultats pour chaque matière, mettant l'accent sur une approche interdisciplinaire. Un élément central est un portail en ligne proposant des cadres de référence, du matériel pédagogique et des exemples d'activités. L'Institut organise également des séminaires de formation annuels obligatoires pour aider les enseignants à développer les compétences nécessaires à l'enseignement de l'ECN.

Résultats	Les objectifs de l'activité ont été partiellement atteints, car il s'agit d'un processus à long terme et continu. Certains objectifs ont commencé à être atteints, mais il n'est pas possible de les réaliser pleinement, car l'éducation évolue constamment et la société, la technologie et les besoins des élèves changent au fil du temps. Le nouveau programme d'études et les activités de développement professionnel ont commencé à intégrer les résultats de l'ECN dans les écoles, et de nombreux enseignants ont commencé à appliquer ces compétences dans leur enseignement.
Financement	L'activité a été principalement financée par le budget annuel de l'Institut, qui fait partie de son plan annuel approuvé par le gouvernement. Une petite partie du budget est allouée à des initiatives spécifiques, telles que le portail ECN, les ressources liées à l'IA et les programmes de formation des enseignants associés.
Point de vue des participants	L'enquête n'a pas pu être menée.

Les personnes interrogées dans le cadre des trois activités ont souligné l'importance d'intégrer l'ECN dans les programmes scolaires. Lorsque les points de vue des participants étaient disponibles, ceux-ci ont systématiquement indiqué que les activités avaient contribué de manière positive à leur compréhension de l'ECN.

Ces trois initiatives illustrent également différentes voies de mise en œuvre. Dans un cas, l'intégration dans les programmes scolaires a été motivée par la reconnaissance de son importance au niveau national, ce qui a donné lieu à une réforme descendante. Dans les deux autres cas, le changement est né d'initiatives ascendantes : l'une menée par une université ayant introduit des ajustements internes dans ses programmes, et l'autre par une organisation mobilisant activement les décideurs politiques pour promouvoir l'inclusion de l'ECN dans les cadres de l'éducation formelle. Ensemble, ces cas montrent comment tant le mandat institutionnel que les initiatives locales peuvent contribuer à ancrer l'ECN dans les systèmes éducatifs.

5.5 Recherche

Au total, 15 activités ont été mises en œuvre pour améliorer la connaissance de l'ECN et soutenir la recherche dans ce domaine, notamment des enquêtes et des entretiens qualitatifs. Parmi celles-ci, deux étaient des enquêtes, dont l'une a été menée auprès de 100 participants. Deux de ces activités ont fait l'objet d'un examen plus approfondi lors de consultations, comme le résume le tableau ci-dessous.

Tableau9 : Résultats d'une activité sélectionnée – recherche

Portugal – Media Lab	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	Cette activité visait à déterminer si la mise en place d'un laboratoire d'éducation aux médias tout au long de l'année scolaire pouvait favoriser le développement des compétences en matière de citoyenneté numérique chez les participants et, le cas échéant, quelles compétences se révéleraient les plus marquantes. En outre, le projet a examiné comment ce laboratoire pouvait servir d'environnement d'apprentissage sécurisant pour explorer la créativité, l'éducation aux médias et à l'information, l'éthique, l'empathie, la présence en ligne, la communication et la participation active. Cette intervention, qui s'inscrivait dans le cadre d'une thèse de doctorat, a dû être soumise au comité d'éthique de l'université et obtenir l'accord du ministère de l'Éducation et de la direction de l'établissement. Une fois l'autorisation obtenue, le doctorant a mené l'activité au sein de l'école.
Objectifs de l'Année européenne	Les objectifs de l'activité s'inscrivaient dans la droite ligne de l'objectif de l'ECN du Conseil de l'Europe visant à sensibiliser les apprenants à la citoyenneté numérique. Grâce à la création de contenus médiatiques et à des sessions en présentiel, les participants ont renforcé leur compréhension de la communication éthique, de la production médiatique et de l'engagement participatif en ligne. Le laboratoire a également favorisé la collaboration. Sa conception reposait sur la coopération entre l'école et les acteurs locaux, car elle exigeait des participants qu'ils établissent des liens avec l'association communautaire située à proximité de l'école.

Mise en œuvre	Le laboratoire médiatique scolaire devait être une activité extrascolaire basée sur le volontariat ; il se déroulait tous les mercredis et jeudis soir pendant quatre heures, créées ad hoc pour ce projet de recherche. Les activités comprenaient la production médiatique, des discussions sur des thèmes civiques et une réflexion sur le contenu créé, les élèves devant aligner leurs idées sur les valeurs du projet (la liste des compétences en forme de papillon issue du Cadre de référence des compétences pour la culture démocratique). Après chaque réunion, les élèves devaient remplir un journal de bord décrivant ce qu'ils avaient fait. Ce journal permet de recueillir les retours des élèves, d'effectuer une comparaison avant et après l'intervention et de collecter des données quantitatives et qualitatives.
Résultats	Les objectifs de l'activité ont été atteints, mais la thèse n'est pas encore terminée. Cependant, on peut d'ores et déjà affirmer que les données ont révélé que le laboratoire de médias de l'école a mis en évidence la compréhension de la citoyenneté numérique et de la communication éthique chez les participants, puisqu'ils doivent travailler en groupe et prendre en compte différentes perspectives. Ils ont appris différentes choses et se sont sentis libres d'être créatifs.
Financement	L'activité a été soutenue par les ressources de l'école en termes d'infrastructure, tandis que le matériel supplémentaire a été acheté grâce à une subvention, Laboratórios de Educação Digital (LED), financée par le Plan de relance et de résilience (PRR) du Portugal.
Point de vue des participants	L'organisateur a diffusé l'enquête de l'équipe d'évaluation. Tous les participants connaissaient les activités de l'ECN avant le laboratoire multimédia, bien qu'aucun n'y ait participé directement. Leur compréhension initiale variait de floue à très claire. Tous les participants ont jugé l'activité utile, la qualifiant de très ou extrêmement utile, et ont indiqué une amélioration correspondante de leur niveau de compréhension.

5.6 Suivi et évaluation (S&E) ou évaluation d'effet

Seules trois activités ont été signalées dans cette catégorie. Deux d'entre elles ne comportaient pas d'informations supplémentaires, tandis qu'une a été sélectionnée pour une analyse et une consultation plus approfondie.

Tableau 10 : Résultats de l'activité sélectionnée – suivi et évaluation

Pays-Bas - Peil.Digitale Vaardigheden	
Description de l'activité et rôle de l'organisation	Le projet intègre la culture numérique dans les évaluations périodiques menées par l'Inspection de l'éducation sur les compétences des élèves (âgés de 13 à 14 ans). Cette étude fournit l'évaluation de référence précédant l'introduction de la culture numérique en tant que partie obligatoire du programme scolaire néerlandais en 2027. L'université de Twente a joué le rôle de chef de projet au sein d'un consortium établi chargé du développement et des tests conjoints de l'instrument d'évaluation. Le consortium a également élaboré des questionnaires destinés aux chefs d'établissement, aux enseignants et aux élèves afin de recueillir des informations sur les processus d'enseignement et d'apprentissage et d'identifier les facteurs contextuels pertinents. En outre, il était chargé de l'établissement des rapports au niveau des établissements scolaires.
Objectifs de l'Année européenne	Cette activité a été commanditée de manière indépendante par le ministère néerlandais de l'Éducation ; elle s'inscrit toutefois dans plusieurs objectifs de l'Année européenne. Elle a notamment contribué à sensibiliser, à améliorer la compréhension et à faciliter l'accès aux ressources. Elle a également jeté les bases de l'introduction du nouveau programme d'enseignement de la culture numérique et favorisé la collaboration intersectorielle.
Mise en œuvre	En 2021, une évaluation de référence de la culture numérique pour l'enseignement primaire a été élaborée en collaboration avec le même consortium, marquant la première mise en œuvre de l'outil d'évaluation numérique, composé d'environ 70 items, tandis que le nouveau projet se concentre désormais sur l'enseignement secondaire. L'outil est un environnement numérique dans lequel les élèves réalisent des activités basées sur des tâches dans un cadre collaboratif guidé par un personnage narratif, Susan, produisant des résultats tels que des présentations, des sites web et du contenu pour les réseaux sociaux.

	L'évaluation, alignée sur le cadre de l'institut néerlandais pour le développement des programmes scolaires (SLO), mesure quatre domaines clés : les compétences en matière d'information numérique, l'éducation aux médias, les compétences de base en TIC et la pensée computationnelle. Chaque tâche cible une compétence dominante, notamment la sécurité en ligne, le cyberharcèlement et la reconnaissance des escroqueries.
Résultats	L'instrument d'évaluation pour le niveau secondaire a été finalisé et la collecte de données a commencé ; toutefois, aucun résultat n'est disponible à ce stade. Le rapport devrait être achevé en 2027, après quoi l'Inspection publiera un rapport public basé sur les conclusions techniques. La culture numérique devrait être intégrée au programme scolaire obligatoire en 2027.
Financement	Les enquêtes sur l'éducation sont financées par le ministère de l'Éducation dans le cadre de marchés publics attribués par l'Institut national néerlandais de l'éducation (NKO).
Point de vue des participants	L'enquête n'a pas pu être menée.

6. Facteurs de réussite et obstacles

Les entretiens ont fait ressortir un certain nombre d'obstacles et de facteurs de réussite concernant la réalisation des objectifs que chaque projet s'était fixés et, de manière générale, des objectifs plus larges de l'Année européenne 2025. Ceux-ci variaient considérablement, car ils étaient liés à la nature spécifique de chaque projet et à l'organisation qui le portait. Cependant, certains thèmes communs peuvent être identifiés.

6.1 Facteurs de réussite

Parmi les facteurs de réussite, les principaux domaines identifiés par les organisateurs comprennent les structures préexistantes, les décisions de mise en œuvre, les résultats positifs des activités et les mesures prises par le Conseil de l'Europe. Il n'y avait pas de différence significative entre les facteurs de réussite selon le type d'activité.

En ce qui concerne le premier aspect, il a été reconnu que **les structures ou mécanismes préexistants** facilitaient la diffusion des principes de l'ECN et le développement d'activités connexes. Cela était particulièrement évident dans des pays tels que les Pays-Bas, la Slovénie, l'Italie, l'Arménie et la Serbie. Par exemple, en Serbie, le **lien étroit entre les promoteurs de l'ECN et les décideurs politiques** a facilité la mise en œuvre des changements apportés au programme scolaire national. En Italie, les compétences en STEM et l'éducation civique étaient déjà intégrées dans les programmes scolaires et servaient de base aux enseignants pour organiser des activités. De même, en Slovénie, **l'ECN était déjà ancrée dans le travail du ministère** et de l'institut national de l'éducation, ce qui a facilité l'organisation de nouvelles initiatives sur le sujet.

Un deuxième ensemble important de facteurs de réussite réside dans les décisions prises par les organisateurs lors **de la mise en œuvre des activités**, qui ont contribué à accroître la participation, l'intérêt et la compréhension des participants. Par exemple, en Slovénie, la création d'une **plateforme** facilement accessible aux enseignants, où ils pouvaient trouver toutes les ressources nécessaires, a été un élément clé dans l'adoption des changements de programmes scolaires au niveau national. En Italie, la mise en place des **Équipes Formatives Territoriales**, et en Roumanie, la présence de **coordinateurs nationaux**, ont apporté un soutien direct aux participants pour développer leurs activités ou accéder à des initiatives sur mesure. De plus, **l'implication de différents experts** a souvent été citée comme une valeur ajoutée essentielle.

La valeur intrinsèque des activités elles-mêmes a également été identifiée comme un facteur facilitateur, car elle a contribué à communiquer leur pertinence, a suscité l'intérêt et a motivé les participants.

Enfin, un dernier groupe de facteurs de réussite concerne les **actions menées par le Conseil de l'Europe** ; celles-ci comprennent à la fois les principales activités menées par le Conseil de l'Europe, telles que le Forum, ainsi que son implication dans des activités au sein des États membres pour soutenir directement les partenaires. Ces actions ont contribué à promouvoir les activités, à renforcer leur **crédibilité** et à **leur** assurer

une reconnaissance générale, comme dans le cas de la Roumanie. De plus, le Conseil de l'Europe a fourni des sources de financement² pour certaines initiatives, ainsi qu'un **cadre conceptuel** pour guider leur mise en œuvre. En Belgique, sa contribution a été essentielle pour préparer le terrain et clarifier ce qu'est l'ECN et pourquoi elle est importante, tandis qu'en Arménie, la participation au **Forum** organisé par le Conseil de l'Europe a servi de catalyseur à la réforme des programmes universitaires.

6.2 Obstacles

En ce qui concerne **les obstacles**, ceux-ci tournent principalement autour de l'environnement dans lequel les activités sont mises en œuvre, de la bureaucratie entourant ces processus et des groupes cibles concernés.

L'environnement numérique a été décrit par les personnes interrogées aux Pays-Bas, en Géorgie et en Serbie comme **évoluant rapidement et complexe**, ce qui rend difficile pour les établissements de suivre le rythme et de rester à jour. Des représentants de Serbie ont fait remarquer qu'un programme de trois ans pouvait même être trop long, suggérant que des cycles plus courts, d'un an, seraient plus appropriés.

La bureaucratie a été identifiée comme un obstacle par les personnes interrogées en Italie et en Slovénie, qui opèrent toutes deux au niveau national. Dans ces cas, les multiples procédures d'approbation ont ajouté à la complexité et alourdi la charge de travail organisationnel. En Slovénie, d'autres difficultés ont découlé de la nécessité de coordonner les efforts entre différentes agences et de la fragmentation des responsabilités.

Comme mentionné précédemment, certains obstacles sont liés aux **groupes cibles**. En particulier, les initiatives ciblant les enseignants ont révélé que les élèves sont souvent mieux informés dans les contextes numériques, tandis que les capacités des éducateurs et les possibilités de formation restent inégales. Les enseignants peuvent également se montrer réticents à adopter de nouvelles approches, car ils sont habitués à des méthodes établies et ne perçoivent pas toujours la nécessité d'un changement ou l'importance de l'ECN.

Deux obstacles supplémentaires, distincts, méritent d'être mentionnés. Premièrement, le manque de **financement**, comme l'a signalé la personne interrogée en Roumanie, a limité la possibilité d'une participation plus large. Deuxièmement, la personne interrogée en Belgique a souligné que l'ECN reste souvent marginale, en particulier dans les contextes d'enseignement et de formation professionnels, qui ont tendance à donner la priorité aux objectifs économiques et de compétitivité, ce qui rend la mise en œuvre d'activités liées à l'ECN plus difficile.

Enfin, la situation spécifique de l'Ukraine constitue un obstacle important, car elle a entraîné des retards dans le développement des cours en ligne et limité la participation en raison de coupures d'électricité, de déménagements et d'épuisement mental.

7. Activités de suivi

Le Conseil de l'Europe a lancé plusieurs activités de suivi. Pour commencer, le Conseil de l'Europe organise une deuxième édition du Forum, qui se tiendra du 27 au 29 mai 2026, dans la continuité d'une activité similaire menée l'année précédente. En outre, le Conseil de l'Europe élabore actuellement une feuille de route pour le renforcement de l'éducation à la citoyenneté numérique 2027-2031, dans le but d'aider les États membres à intégrer l'ECN dans tous les domaines de la politique et de la pratique éducatives. Cette feuille de route comprendra plusieurs axes stratégiques, notamment la promotion des politiques en faveur de l'ECN, l'éducation et la formation, les environnements d'apprentissage et les soutiens, ainsi que la communication et la sensibilisation. Par ailleurs, une nouvelle publication ISBN du « DCE Planner » a récemment été publiée ;

² La plupart des activités ont été financées par les programmes et dispositifs de financement européens suivants : programme VIP Next, NextGenerationEU, eTwinning, Algarve 2030, soutien du Conseil de l'Europe, Erasmus+ et Corps européen de solidarité. L'une des organisations interrogées a fait référence à un financement du Conseil de l'Europe sans préciser le nom du fonds.

il s'agit d'un cadre pédagogique et pratique destiné à aider les éducateurs à intégrer l'ECN dans leurs activités d'enseignement et d'apprentissage.

Les activités de suivi dans les États membres peuvent être classées en deux catégories : celles organisées par les mêmes organisateurs et celles menées par les participants.

En ce qui concerne les activités de suivi menées par les mêmes organisateurs, tous sauf un ont déclaré avoir mis en œuvre des activités de suivi. Dans la plupart des cas, celles-ci ont pris la forme d'une poursuite ou d'une extension d'initiatives antérieures, soit en les élargissant à de nouveaux thèmes ou à de nouveaux groupes, comme observé en Turquie, en Serbie, au Portugal (dans les deux cas) et en Italie, soit en lançant de nouvelles éditions de la même initiative, telles que la semaine thématique organisée en Roumanie ou la conférence annuelle tenue en Albanie.

En outre, certains États membres ont intégré les principes de l'ECN dans leurs priorités stratégiques et ont l'intention de poursuivre leurs efforts dans ce domaine. C'est le cas de la Géorgie, de la Slovénie et de la France. D'autres pays ont prévu de nouvelles activités pour assurer la continuité. Par exemple, l'Arménie a l'intention d'organiser de petits concours et des événements extrascolaires afin de soutenir la viabilité et la croissance à long terme de l'ECN au niveau universitaire. De même, la Finlande poursuivra sa collaboration avec le Conseil nordique des ministres, en maintenant une plateforme de discussion et d'échanges nordiques à l'avenir.

Le seul pays où l'organisateur n'avait pas prévu d'activités de suivi est la Belgique. Dans ce cas précis, l'EVTA fonctionnait grâce à une subvention triennale qui a pris fin l'année dernière, et l'organisation est actuellement en train de redéfinir ses priorités stratégiques et ses approches.

Les données des participants sur les activités de suivi n'étaient disponibles que pour quatre activités. En Turquie, 86 % des personnes ayant participé à « Near miss me » ont indiqué que de nouvelles activités avaient été organisées, notamment sous la forme de séminaires et d'initiatives de formation des parents. De même, en Arménie, 90 % des étudiants ayant pris part au cours développé par l'université d'Erevan ont indiqué qu'un nouveau cours avait été mis en place. Au Portugal, les participants au Media Lab ont décidé d'organiser la même activité dans un nouveau contexte, car ils avaient depuis progressé et changé d'école. En revanche, parmi les enseignants participant à des activités de formation au Portugal, seuls 22 % avaient déjà organisé une action visant à promouvoir l'ECN ; toutefois, 56 % ont indiqué qu'ils s'engageaient à le faire à l'avenir.

8. Conclusions et recommandations

Les principaux effets de l'Année européenne

Cette évaluation a examiné toutes les activités organisées dans le cadre de l'Année européenne 2025, leurs objectifs et leur niveau d'engagement en termes de participants touchés. Les chiffres recueillis sont significatifs et constituent déjà, en eux-mêmes, un indicateur important pour évaluer l'effet des initiatives. Cependant, au-delà de la dimension quantitative, il est tout aussi important d'interpréter ce que les données révèlent sur les résultats plus larges et l'héritage réel de l'Année européenne 2025.

Dans l'ensemble, les initiatives promues par le Conseil de l'Europe ont entraîné une augmentation substantielle de l'intérêt, de la participation et de l'engagement envers les principes de l'éducation à la citoyenneté numérique. Les données suggèrent que l'Année européenne a réussi non seulement à sensibiliser le public à ce sujet, mais aussi à encourager des actions concrètes en matière d'éducation et au niveau communautaire, inspirées par le concept et les principes de l'ECN.

Cette conclusion s'appuie sur trois facteurs principaux. Premièrement, le Conseil de l'Europe a réussi à stimuler l'organisation d'activités promouvant l'ECN à tous les niveaux (national, régional et local). Le nombre d'initiatives signalées a considérablement augmenté au cours de l'année, passant d'environ 90 activités annoncées par les États membres au début de la campagne à plus de 400 activités mises en œuvre dans 28 États membres à la fin de l'Année européenne 2025. Cela démontre à la fois la forte capacité de mobilisation

générée par l'Année européenne 2025 et la réactivité des États membres et des parties prenantes dans la mise en œuvre des activités.

Deuxièmement, tous les participants pour lesquels des données étaient disponibles ont fait état d'une meilleure compréhension des principes de l'ECN après avoir pris part aux activités de l'Année européenne 2025. Cela indique que les événements ont été efficaces non seulement pour sensibiliser, mais aussi pour renforcer les compétences numériques des participants et leur compréhension critique de la citoyenneté numérique. Ces résultats sont particulièrement pertinents car ils dépassent le niveau individuel : les participants sont susceptibles d'appliquer ces compétences dans leurs environnements personnels, éducatifs et professionnels, ce qui pourrait générer un effet domino positif grâce à la diffusion des connaissances et des pratiques au sein de leurs communautés.

Enfin, une autre preuve de l'effet positif de l'Année européenne 2025 réside dans le nombre d'activités de suivi organisées de manière indépendante par les participants et les organisations partenaires après la fin des événements initiaux. Cela démontre que l'Année européenne n'est pas restée une campagne de sensibilisation ponctuelle, mais a au contraire contribué à la création de réseaux durables, de nouvelles initiatives locales et à un engagement continu sur les thèmes liés à l'ECN. La multiplication des activités qui ont suivi suggère que les compétences, les méthodologies et les partenariats développés au cours de l'Année européenne ont le potentiel de produire des bénéfices à long terme.

Large portée des événements du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a organisé sept activités de manière indépendante et onze autres en collaboration avec des partenaires internationaux. Dans l'ensemble, les activités analysées ont été jugées réussies tant par les organisateurs que par les participants : les événements se sont déroulés sans heurts, ont attiré une large participation de la part des intervenants et des participants, et ont atteint les objectifs visés. La participation était relativement équilibrée, avec une proportion légèrement plus élevée de participantes et une représentation provenant d'un large éventail de pays. Les retours recueillis par le biais d'enquêtes de satisfaction ont été systématiquement positifs, indiquant un niveau élevé d'appréciation des événements. Fort de ces résultats, le Conseil de l'Europe devrait continuer à garantir une participation inclusive et à recueillir et utiliser systématiquement les retours d'expérience afin d'affiner encore ses activités futures.

Les actions mises en œuvre par le Conseil de l'Europe pour soutenir les ministères et les organisations nationaux ont également joué un rôle clé dans la facilitation des initiatives locales et le renforcement de leur développement. Le Conseil de l'Europe pourrait donc poursuivre et étendre davantage ce soutien complémentaire, tout en améliorant la communication avec ses partenaires afin de mieux comprendre leurs besoins, qu'il s'agisse de reconnaissance, de financement ou d'orientation thématique.

Dans le même temps, la portée des activités de communication en ligne du Conseil de l'Europe est restée relativement limitée au cours de l'Année européenne, ce qui laisse entrevoir une marge d'amélioration. Le Conseil de l'Europe pourrait donc envisager de renforcer sa stratégie de communication afin d'accroître sa visibilité, d'élargir son rayonnement et de veiller à ce qu'un public plus large soit informé de l'ECN et des activités connexes.

Pour l'avenir, le Conseil de l'Europe prépare déjà la prochaine phase de ses travaux en planifiant de nouvelles initiatives, notamment une deuxième édition du Forum, l'élaboration d'une feuille de route pour le renforcement de l'éducation à la citoyenneté numérique 2027-2031 et le plan d'action qui l'accompagne.

Des activités variées dans les États membres contribuant aux objectifs de l'Année européenne

Au total, 340 activités ont été signalées par les États membres au cours de l'Année européenne 2025. Ces activités ont été classées en fonction de leur portée, notamment la sensibilisation et la diffusion, la formation initiale et continue des enseignants, l'élaboration de politiques et de programmes d'études, le développement et la mise en œuvre de projets, le suivi et l'évaluation (S&E) ou l'évaluation d'effet, et la recherche. La grande majorité des activités signalées relevaient de la sensibilisation et de la diffusion, ainsi que de la formation initiale et continue des enseignants, tandis que les quatre autres catégories étaient moins représentées, en particulier le S&E. Le Conseil de l'Europe pourrait mettre davantage l'accent sur les différents objectifs et

encourager les États membres à les traiter de manière plus équilibrée, tandis que les États membres devraient s'efforcer de diversifier les types d'activités mises en œuvre.

Des disparités importantes ont également été observées dans la répartition des activités entre les États membres, avec des pics d'environ 40 activités dans des pays tels que la Turquie, la Géorgie et la France. Le Conseil de l'Europe pourrait examiner plus en détail si ces différences sont dues à un manque réel d'activités dans certains États membres ou principalement à des différences dans les systèmes de rapport. Dans ce dernier cas, le Conseil de l'Europe pourrait renforcer la communication et la coordination avec les États membres afin de relier davantage leurs activités à l'ECN.

L'étude d'évaluation a recueilli des informations supplémentaires grâce à des consultations avec les organisateurs et les participants pour une sélection de 15 activités menées dans les États membres. Toutes ces activités ont contribué à la réalisation de multiples objectifs de l'Année européenne, et de nombreux organisateurs ont même indiqué avoir œuvré à la réalisation de tous ces objectifs. En effet, la couverture des différents objectifs était assez équilibrée, à l'exception de « Faire de l'éducation à la citoyenneté numérique une priorité politique à long terme », qui n'a été mentionnée que dans le cadre de cinq activités. Les deux pays qui se sont le plus concentrés sur cet objectif étaient la Géorgie et la Slovaquie, qui ont intégré l'ECN dans leurs stratégies nationales et y ont travaillé de manière intersectorielle. En revanche, « sensibiliser les citoyens à la valeur de l'éducation à la citoyenneté numérique » a été mentionné comme objectif par l'ensemble des quinze personnes interrogées.

Les activités ont été jugées globalement réussies tant par les organisateurs que par les participants, les représentants des premiers soulignant que des résultats plus concrets se concrétiseront à l'avenir. Toutefois, les organisateurs d'activités dans plusieurs pays ont souligné que ces initiatives ne constituent qu'une première étape et que des efforts continus sont nécessaires pour diffuser les principes de l'éducation aux médias et à la citoyenneté (EMC) auprès d'un public plus large et pour veiller à ce que les projets, cours et initiatives mis en place soient régulièrement mis à jour et adaptés afin de refléter les nouveaux défis d'un contexte en rapide évolution. C'est pourquoi le Conseil de l'Europe devrait continuer à actualiser le cadre de l'ECN par le biais de la feuille de route pour le renforcement de l'ECN, et impliquer davantage les États membres dans sa mise en œuvre, en veillant à son adaptation continue et à son adoption concrète dans tous les contextes.

L'un des principaux facteurs cités comme contribuant à la réussite de la mise en œuvre des activités au niveau national était le soutien apporté par le Conseil de l'Europe, tant en termes d'assistance directe que par l'organisation d'événements, qui ont été jugés source d'inspiration pour l'organisation d'activités nationales. Les organisateurs interrogés ont également apprécié leur propre capacité à soutenir directement les participants, même lorsque les activités se déroulaient en ligne. Compte tenu de ces considérations, les États membres pourraient se concentrer sur le développement de systèmes offrant un soutien direct aux participants et facilitant la mise en œuvre pratique des principes de l'ECN. En outre, les États membres pourraient mieux faire connaître l'importance de l'ECN, en veillant à ce que tous les groupes cibles soient conscients de son rôle et des raisons pour lesquelles elle devrait être intégrée dans leurs systèmes. D'autre part, le Conseil de l'Europe devrait maintenir les relations établies avec les organisateurs et renforcer la coopération afin de soutenir le développement continu des initiatives d'ECN.

Tous les organisateurs ont soit envisagé, soit déjà mis en place des activités supplémentaires pour promouvoir l'ECN, souvent dans le prolongement des initiatives initiales, à la seule exception de l'EVTA en Belgique en raison de la fin de sa subvention de fonctionnement. Le Conseil de l'Europe pourrait envisager de soutenir la poursuite des efforts en faveur de l'ECN dans les États membres, y compris, le cas échéant, par le biais de mécanismes de financement et de l'intégration des principes de l'ECN dans les programmes de subventions pertinents.

9. Références

Centro de formação Ria Formosa (2026). [en ligne] Cffaro.pt. Disponible à l'adresse : <https://www.cffaro.pt/formacao/> [Consulté le 20 mai 2026].

CNIL (2025). *Citoyens numériques. Et si on parlait de vos données ? - Webinaire CNIL-MEN - Éducation à la citoyenneté numérique - Conseil de l'Europe - 07/05/2025*. [en ligne] PodEduc. Disponible à l'adresse : <https://podeduc.apps.education.fr/video/92366-citoyens-numeriques-et-si-on-parlait-de-vos-donnees-webinaire-cnil-men-education-a-la-citoyennete-numerique-conseil-de-leurope-07052025/> [Consulté le 20 mai 2026].

Conseil de l'Europe (2025a). « *L'avenir de l'Europe se construit dans les salles de classe* » : l'université d'Elbasan et le Conseil de l'Europe discutent de la mission démocratique de l'éducation. [en ligne] www.COE.int. Disponible à l'adresse : https://www.coe.int/en/web/education/newsroom/-/asset_publisher/fkf5o6A9gZZK/content/-the-future-of-europe-is-shaped-in-classrooms-university-of-elbasan-and-le-conseil-de-europe-discute-de-la-mission-democratique-de-l-education?com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK_assetEntryId=293143682&com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK_redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Fen%2Fweb%2Feducation%2Fnewsroom%3Fp_p_id%3Dcom_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK%26p_p_lifecycle%3D0%26p_p_state%3Dnormal%26p_p_mode%3Dview%26com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK_cur%3D2%26com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK_delta%3D10%26p_r_p_resetCur%3Dfalse%26com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK_assetEntryId%3D293143682%23p_com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK#p_com_liferay_asset_publisher_web_portlet_AssetPublisherPortlet_INSTANCE_fkf5o6A9gZZK

Conseil de l'Europe (2025b). *Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique*. [en ligne] Coe.int. Disponible à l'adresse : <https://europeanyear2025.coe.int/>.

Conseil de l'Europe (2025c). *Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025 - Éducation - www.coe.int*. [en ligne] Éducation. Disponible à l'adresse : <https://www.coe.int/en/web/education/european-year-of-digital-citizenship-education-2025>.

Conseil de l'Europe (2025d). *Institut pour l'amélioration de l'éducation, ministère de l'Éducation de Serbie*. [en ligne] Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique. Disponible à l'adresse : https://europeanyear2025.coe.int/activities/?activity_id=18%20https://zuov.gov.rs.

DCE Türkiye (2025). Disponible à l'adresse : <https://dceurkiye.eba.gov.tr/>.

Conseil néerlandais de la recherche (2024). *Peil.Digitale vaardigheden VO 2025-2026 | NWO*. [en ligne] NWO. Disponible à l'adresse : <https://www.nwo.nl/en/projects/405-00-860-388> [Consulté le 20 mai 2026].

EVTA-DCE (2025). *Document d'orientation EVTA-DCE (v.01).pdf*. [en ligne] Disponible à l'adresse : <https://drive.google.com/file/d/1W9S7Ozim3Ukuf51xmMlgCLutUKZKHTxf/view> [Consulté le 20 mai 2026].

GEYC (2025). *Actualités - SOTEU avec et pour les citoyens : plus de 2 500 personnes rejoignent la Semaine européenne de la citoyenneté numérique 2025 #EDCEWeek25*. [en ligne] GEYC - Group of the European Youth for Change. Disponible à l'adresse : <https://www.geyc.ro/2025/09/saptamana-cetateniei-digitale-2025-edceweek25.html> [Consulté le 20 mai 2026]. Instituto Universitario de Lisboa (2019). *Présentation de la recherche du Media Lab.pdf*. [en ligne] Google Docs. Disponible à l'adresse : <https://drive.google.com/file/d/1CMMY1gCYVgUrkkwITYXzZzNHI-SGQ0W4/view> [Consulté le 20 mai 2026].

Ministère de l'Éducation et du Mérite (2025). *InnovaMenti_DigitalCitizen*. [en ligne] Scuola Futura. Disponible à l'adresse : https://scuolafutura.pubblica.istruzione.it/innovamenti_digitalcitizen.

Ministère de l'Éducation (2025). *JR Citoyenneté numérique dans les établissements d'enseignement – Renforcer les compétences pour la société numérique*. [en ligne] www.gov.si. Disponible à l'adresse :

<https://www.gov.si/zbirke/javne-objave/jr-digitalno-drzavljanstvo-v-vzgojno-izobrazevalnih-zavodih-krepitev-kompetenc-za-digitalno-druzbo/>.

Centre *national* pour le développement professionnel des enseignants (TPDC) (2022). *En lien avec l'éducation à la citoyenneté numérique*[en ligne] educationhouse.ge. Disponible à l'adresse : https://educationhouse.ge/open_news/3361 [Consulté le 20 mai 2026].

Ministère de l'Éducation et de la Culture (2026). *Éducation aux médias et à la démocratie pour la résilience sociétale 20250918*. [en ligne] Flickr. Disponible à l'adresse : <https://www.flickr.com/photos/okmfi/albums/72177720329129164/> [Consulté le 20 mai 2026].

10. Annexes

10.1 Annexe 1 : Aperçu des activités

La présentation complète des activités, avec leur description et leurs résultats, est disponible dans un fichier Excel séparé.

10.2 Annexe 2 : Guide d'entretien

L'encadré ci-dessous présente les questions d'entretien discutées avec les organisateurs des activités sélectionnées.

Encadré1 : Guide d'entretien

1. Quels étaient les objectifs de l'activité ?
2. En quoi les objectifs de l'activité étaient-ils liés aux objectifs de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique (sensibiliser, améliorer la compréhension, établir une politique à long terme, promouvoir la collaboration intersectorielle, améliorer l'accès aux ressources sur l'éducation à la citoyenneté numérique) ?
3. Pourriez-vous présenter brièvement la mise en œuvre de cette activité ?
4. Pourriez-vous présenter le rôle de votre organisation dans la conception et la mise en œuvre de l'activité ?
5. Comment l'activité a-t-elle été financée ?
6. Quel était votre groupe cible et comment l'avez-vous atteint ?
7. Dans quelle mesure les objectifs de l'activité ont-ils été atteints ?
8. Quels ont été les facteurs de réussite et les obstacles à la réalisation de ces objectifs ?
9. Dans quelle mesure l'activité a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique ?
10. Envisagez-vous une activité de suivi ?
11. Afin d'enrichir l'évaluation, nous aimerions envoyer un court questionnaire aux participants/utilisateurs de l'activité. Pourriez-vous le diffuser auprès d'eux en notre nom ?

10.3 Annexe 3 : Questionnaire d'enquête

L'encadré ci-dessous présente les questions de l'enquête transmise aux participants des activités sélectionnées.

Encadré2 : Questionnaire d'enquête

1. Avant l'[événement/formation/lecture de documents], quel était votre niveau d'implication dans les activités visant à promouvoir ou à mettre en œuvre l'éducation à la citoyenneté numérique ? (par exemple : élaboration de politiques, sensibilisation, formation, cadres de coopération, collaboration internationale.)
 - J'ai été directement impliqué(e) dans des activités visant à promouvoir ou à mettre en œuvre l'ECN
 - J'ai entendu parler d'activités visant à promouvoir ou à mettre en œuvre l'ECN, mais je n'y ai pas participé directement
 - Je n'ai jamais entendu parler de telles activités et je n'y ai jamais participé
2. Avant [l'événement/la formation/la lecture du matériel], quel était votre niveau de compréhension de l'éducation à la citoyenneté numérique (l'ECN) ?
 - Très claire
 - Assez clair
 - Pas clair
 - Aucune connaissance
3. Dans l'ensemble, dans quelle mesure avez-vous trouvé [l'événement/la formation/la lecture du matériel] utile ?
 - Très utile

- Très utile
 - Assez utile
 - Pas du tout utile
4. Après cet [événement/cette formation/cette lecture], dans quelle mesure votre compréhension des principes de l'ECN s'est-elle améliorée ?
- A beaucoup augmenté
 - A beaucoup augmenté
 - A légèrement augmenté
 - Légèrement
 - Pas du tout
5. Après l'[événement/la formation/la lecture du matériel], avez-vous ou votre organisation pris des mesures supplémentaires concernant l'ECN ?
- Oui, à la suite de cette activité, j'ai/mon organisation a déjà mené des actions spécifiques pour promouvoir l'ECN [veuillez préciser]
 - Oui, je m'engage/mon organisation s'engage à promouvoir l'ECN dans les semaines et les mois à venir, mais ces mesures doivent encore être définies
 - Non, je ne me suis pas engagé(e) / mon organisation ne s'est pas engagée à prendre des mesures spécifiques pour promouvoir l'ECN à ce stade